

**BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ**

ICI 2050




COLLECTION « LES NOUVELLES DONNES » N°2

L'ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



Janvier 2022

www.bourgognefranche-comte.fr

Retrouvez-nous sur   

Direction de l'Economie

&

Direction de la Prospective et des Démarches Partenariales.

L'économie de proximité en Bourgogne-Franche-Comté

*Contribution des services de la région dans le cadre
de la préparation du SRDEII 2022.*

Février 2022

L'étude présentée ici a été initiée en 2018 par les partenaires du développement économique (Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, Insee, Etat, CCI BFC, AER et EMFOR) dans le cadre du cercle DECIDATA. L'objectif était de renouveler le regard sur l'économie régionale et notamment sur la place de l'économie qui satisfait aux besoins des populations présentes. Les partenaires ont reçu le soutien méthodologique de Philippe FROCRAIN, chercheur associé au laboratoire d'économie des Mines Paristech et ce travail a fait l'objet d'une publication par l'Insee en Octobre 2020 (INA 77).

L'Insee a actualisé les données en 2021 dans le cadre de la préparation du SRDEII.



INSEE Analyses n°77, Octobre 2020 :
Emploi en Bourgogne-Franche-Comté, de grandes agglomérations dépendantes de la demande locale et de petits territoires spécialisés très exposés à la demande extérieure

Table des matières

1 : Photographie.	9
Qu'appelle-t-on l'économie « de proximité » ?.....	9
Dans le détail, quelles activités constituent la catégorie « économie de proximité » dans la segmentation proposée par l'Insee ?.....	11
60 à 80% des emplois dans la région relèvent de l'économie de proximité.	13
Près de 9 femmes sur 10 travaillent dans l'économie de proximité contre 7 hommes sur 10.	155
En résumé, il faut disposer de deux économies dynamiques pour faire un territoire de croissance.....	177
La géographie de l'économie de proximité en Bourgogne-Franche-Comté est aussi une géographie des différences territoriales.	188
Une répartition inégale des densités d'emplois à l'échelle des EPCI	199
Les EPCI des villes moyennes sont des pôles de services faibles.	222
En termes de salaires distribués, l'économie de proximité pèse moins.	255
L'économie proximité dans la région est plus orientée sur son volet de grande proximité (G1) que sur le volet de services de dimension régionale G2.	288
En résumé, moins de G2 et autant de G1 qu'ailleurs en France.	30
2 : Dynamique(s) 2008 - 2018.....	31
Après la crise de 2008, les activités de proximité ont stabilisé l'emploi en France mais peu en Bourgogne-Franche-Comté.	31
L'économie de proximité en Bourgogne-Franche-Comté accuse un déficit d'environ 50 000 emplois non créés par rapport à la dynamique moyenne en France sur la même période.	344
A l'intérieur de la région : 72 EPCI sont perdants et 44 sont gagnants.	377
Derrière l'énigme des mobilités d'emplois G1 + G2 se dessine en réalité deux dynamiques très différentes (analyse 2008 – 2016).	40
Conclusion des dynamiques :	43
3 : Marges d'évolution sur les territoires.	455
L'activité de la proximité est-elle à la hauteur du nombre de clients sur place ?	466
Chaque territoire dispose-t-il des mêmes capacités à consommer des biens et des services ?	477
Action publique : comment différencier les politiques territoriales ?	488

ANNEXES.....50

L'économie de proximité en Bourgogne-Franche-Comté.

1 : Photographie.

Qu'appelle-t-on l'économie « de proximité » ?

« Les emplois dits de proximité sont liés à la demande locale. Avec près de 650 700 emplois, ils représentent ainsi 61 % de l'emploi total de la région en 2016. Ils répondent aux besoins courants, voire quotidiens, de la population et sont localisés près des consommateurs. Les principales activités concernées relèvent du commerce (boulangerie, hypermarchés, restauration), des services (salons de coiffure, activité des agences d'intérim, services de nettoyage). L'action sociale, de même que l'action publique sont très présentes également, en particulier l'enseignement primaire et secondaire, l'accueil de jeunes enfants, l'hébergement pour personnes âgées ».

Insee Analyse BFC 77. Octobre 2020.

Une nouvelle segmentation de l'emploi (salarié et indépendants) nous permet de mesurer le poids de l'économie de proximité.

L'idée de mesurer précisément le poids de l'économie de proximité et de l'économie internationale dans la région est apparue dans le cadre d'un travail collégial des partenaires du développement économique en Bourgogne Franche-Comté (Cercle d'expertise DECIDATA en 2019). Pour y répondre, une méthode a été élaborée par l'Insee à partir d'un travail universitaire conduit par le laboratoire d'économie de l'école des Mines Paritech (voir encadré en annexe). Ce travail a abouti à la segmentation des activités en 4 catégories, suivant que les clients des entreprises sont proches (économie de proximité) ou éloignés (économie internationale ou dit autrement « universelle »). Ce travail a fait l'objet d'une publication par l'Insee en Octobre 2020.

Figure 1 : Principe de segmentation des emplois selon leur aire de marché (méthode Insee – Frocrain).

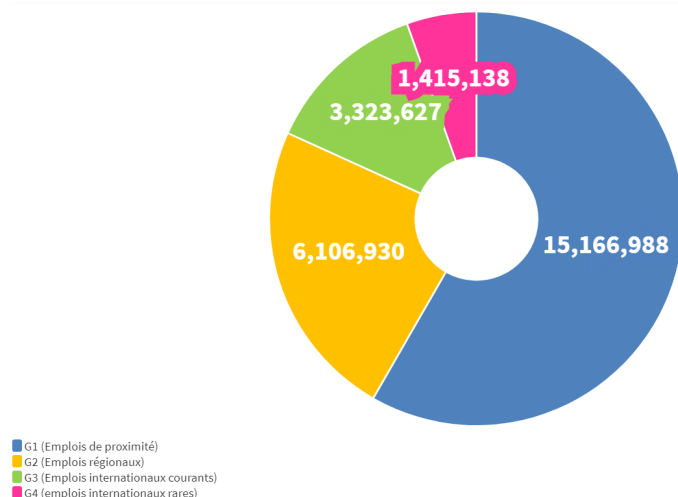
Source : Insee, RP 2016 (enquêtes annuelles de recensement de la population de 2014 à 2018) INA BFC 77 . Octobre 2020.



Cette grille d'analyse permet de quantifier précisément dans chaque EPCI, le nombre d'emplois qui sont dédiés aux marchés locaux (emplois de proximité du groupe 1), aux marchés de dimension régionales (emplois du groupe 2), aux marchés mondiaux ou universels sur des activités courantes (G3) ou aux marchés mondiaux ou universels sur des activités rares (G4). Cette note propose de fixer quelques points de repères dans la discussion avec les territoires sur la question des emplois de proximité G1.

Figure 2 : Répartition des emplois en France selon les 4 catégories (2018)

Insee, RP 2018.



En nombre d'emplois 2018

	G1	G2	G3	G4
France	15 166 988	6 106 930	3 323 627	1 415 138

Les activités dont le marché est régional (G2) relèvent-elles de l'économie de proximité ?

Deux lectures « de l'économie de proximité » sont possibles. Une lecture restrictive limitera les activités de proximité à celles qui s'adressent à un marché de grande proximité (boulangers par exemple) dont la zone de chalandise dépasse rarement le canton et reste essentiellement à l'intérieur du département (On constate d'ailleurs des densités d'emploi G1 très homogènes d'un département à l'autre). Cette lecture restrictive s'appuiera uniquement sur les emplois du Groupe 1 (en bleu). Mais on peut aussi considérer que la catégorie « économie de proximité » concerne aussi des activités dont la zone de chalandise est plus large, à l'échelle de la région :

« Aux emplois dits de proximité s'ajoutent les emplois liés aux besoins moins courants des consommateurs locaux. Les activités liées à ces besoins dépendent également davantage de la demande locale que de la demande extérieure (méthode groupe 2). Ces activités génèrent 208 300 emplois en Bourgogne-Franche-Comté, soit 19 % de l'emploi total. Les activités de services telles que l'hôtellerie, le commerce de détail de la papeterie, du livre, d'équipements informatiques, y sont surreprésentées, au même titre que les activités créatives, artistiques et de spectacle, l'enseignement supérieur, les activités liées à l'architecture, à la comptabilité, ou encore au transport ferroviaire et urbain. Les emplois correspondants sont surtout l'apanage des plus grandes villes et ont tendance à se concentrer, au plan national comme régional, dans les métropoles ».

Insee Analyse BFC 77. Octobre 2020.

Pour avancer, sans préjuger des choix qui peuvent être pris, nous proposons d'apporter un regard qui traitera de façon différenciée l'économie de proximité dans sa définition restrictive (G1) et dans sa version élargie (G1+G2).

Dans le détail, quelles activités constituent la catégorie « économie de proximité » dans la segmentation proposée par l'Insee ?

Quasiment 15% des 647 828 emplois de proximité G1 en Bourgogne-Franche-Comté sont des emplois du commerce (hors artisanat de vente), devant l'administration publique, la santé et l'enseignement. On peut estimer que l'essentiel des emplois de proximité recensés dans le groupe G1 est constitué d'emploi du commerce – artisanat, de l'administration publique et du secteur de la santé (public et privé). En termes de comparaison, l'Insee note que le nombre de ces emplois rapporté à la population résidente en région est très conforme, dans chaque secteur, à celui de la France hors Ile de France. On ne note pas de carence structurelle de l'emploi de proximité dans tel ou tel secteur.

Figure 3 : Décomposition des 647 828 emplois de proximité par secteurs en BFC et comparaison.

Source Insee BFC INA 77. Octobre 2020. Actualisé 2021.

	Bourgogne-Franche-Comté				France de province		
	2016	2008-2016			2016	2008-2016	
	effectifs	effectifs pour 100 habitants	évolution annuelle moyenne	variation du ratio par habitant	effectifs pour 100 habitants	évolution annuelle moyenne	variation du ratio par habitant
boulangerie	7 700	0,3	-0,7	-0,0	0,3	-0,1	-0,0
restauration	23 700	0,8	1,9	0,1	0,9	1,7	0,1
activités pour la santé humaine	79 200	2,8	1,2	0,2	2,8	0,9	0,1
hébergement médico-social et social	34 000	1,2	1,8	0,2	1,0	1,9	0,1
action sociale sans hébergement	56 700	2,0	-0,0	-0,0	2,0	1,6	0,2
construction, eau, gestion des déchets et dépollution	62 500	2,2	-1,5	-0,3	2,4	-0,9	-0,3
commerce	96 900	3,4	-0,4	-0,1	3,4	-0,2	-0,2
transports et entreposage	27 400	1,0	-1,6	-0,1	0,9	-1,1	-0,1
activités immobilières, juridiques, comptables et d'assurances	27 200	1,0	0,3	0,0	1,1	1,0	0,0
activités de services administratifs et de soutien	41 500	1,5	0,6	0,1	1,5	0,9	0,1
administration publique	89 600	3,2	0,4	0,1	3,2	0,8	0,1
enseignement	72 300	2,6	-0,5	-0,1	2,5	-0,0	-0,1
autres activités de service : coiffure, esthétique, activités des associations	31 900	1,1	-1,9	-0,2	1,2	-0,9	-0,1
ensemble des emplois dits de proximité	650 700	23,1	-0,05	-0,2	23,2	0,3	-0,2
emplois liés aux services dont l'usage est moins fréquent	208 300	7,4	-0,5	-0,3	8,0	0,5	0,1
emplois exposés fréquents	140 100	5,0	-1,6	-0,7	4,8	-1,0	-0,6
emplois exposés rares	76 400	2,7	-2,6	-0,7	2,3	-2,1	-0,5
emploi total	1 075 400	38,2	-0,5	-1,9	38,3	0,04	-1,3
Population	2 818 300	///	0,07	///	///	0,5	///

Source : Insee, RP 2016 (enquêtes annuelles de recensement de la population de 2014 à 2018)

Zoom sur le secteur de l'ESS dans l'économie de proximité (avec la CRESS BFC)

94% des établissements de l'économie Sociale et Solidaire de la région relèvent du secteur de l'économie de proximité au sens déterminé par l'Insee. Dans le détail, sur 6 653 établissements considérés comme relevant de l'économie de proximité, 4 017 relèvent du segment G1 (Economie de grande proximité) et 2 241 relèvent du segment G2 (économie de proximité régionale).

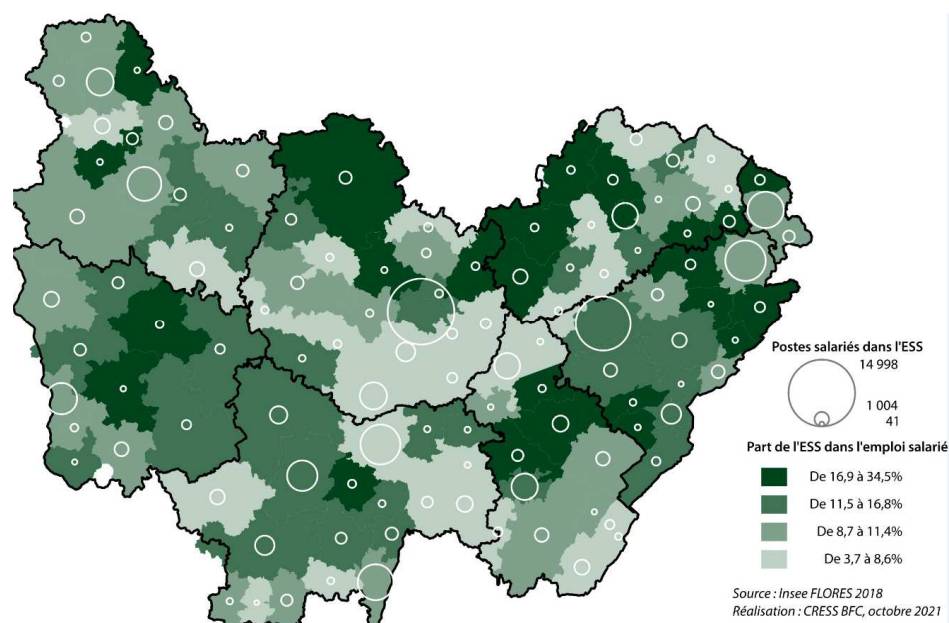
Figure 4 : Nombre d'établissements employeurs appartenant au secteur de l'ESS. Source Insee SIRENE 2021, traitement CRESS BFC 2021.

	G1	G2	G3	G4	TOTAL
Association	3 744	1 390	146	5	5 285
Coopérative	60	669	110	132	971
Fondation	31	9	1		41
Mutuelle	182	173	1		356
Ensemble	4 017	2 241	258	137	6 653

L'autre élément qui distingue les entreprises de l'ESS, c'est la nature particulière de leur présence sur les territoires. Ramenée à la part de l'emploi salarié total, on mesure que la surdensité des emplois de l'ESS dans l'emploi

salarié total se situe davantage dans les territoires fragiles. Cette cartographie des surdensités d'emplois attachés à l'ESS témoigne du rôle d'amortisseur que joue le secteur dans le domaine de l'égalité territoriale aussi.

Figure 5 : Nombre d'établissements employeurs appartenant au secteur de l'ESS.
Source Insee FLORES 2018, traitement CRESS BFC 2021.

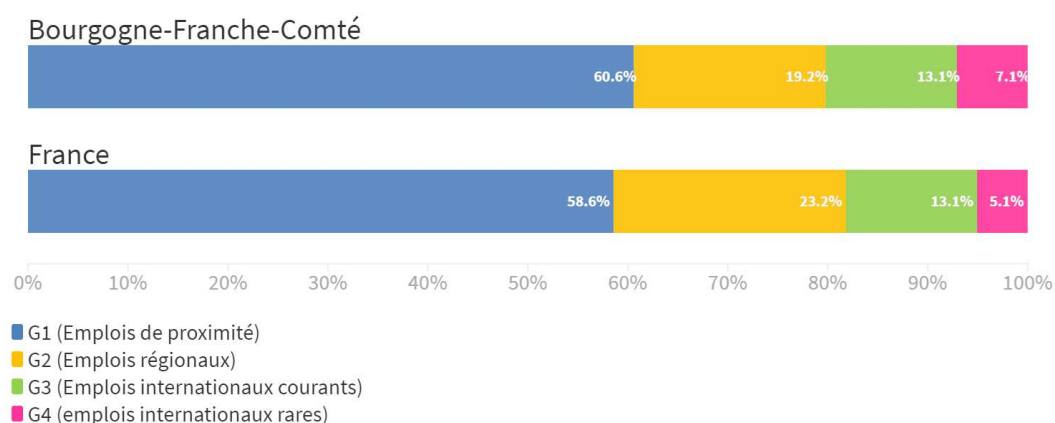


60 à 80% des emplois dans la région relèvent de l'économie de proximité.

En 2018, la région comptait 1 071 000 emplois et 648 000 de ces emplois relevaient d'entreprises du groupe 1 (G1) attaché à l'économie de proximité. Ce poids est un peu supérieur à la moyenne nationale (60,6% contre 58,6%), mais si on le ramène au nombre de d'habitants, il est conforme aux moyennes qu'on rencontre hors Paris : « Le nombre d'emplois par habitant est le même dans la région qu'en moyenne en province, également dans chaque sous-secteur des emplois dits de proximité. Ainsi, pour 100 habitants, la région compte 3,4 emplois dans le commerce, 3,2 emplois dans l'administration publique, 2,8 emplois dans les activités pour la santé humaine, comme ailleurs. » Insee Analyse BFC 77. Octobre 2020. Il n'existe pas de carence d'emploi de proximité G1 dans la région. La question de carence d'emploi G1 se pose à une échelle plus fine, dans certains EPCI en particulier, on le verra plus loin.

Si l'on adopte une définition élargie de l'économie de proximité qui inclue les activités qui rayonnent dans une zone de chalandise essentiellement régionale (G2), on passe à 80% des emplois environ. A signaler que la part des emplois G2 est plus faible en région Bourgogne-Franche-Comté (19,2% contre 23,2% en moyenne en France). Cette lacune est peut-être à rapprocher de l'importance des franges régionales dont la population consomme, étudie et se fait soigner à l'extérieur de la région.

Figure 3 : Comparaison des structures d'emploi France et Bourgogne-Franche-Comté (%).
Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020. Données corrigées 2018.



En nombre d'emplois 2018

	G1	G2	G3	G4	TOTAL
France	15 166 988	6 106 930	3 323 627	1 415 138	26 012 684
BFC	647 828	208 370	141 233	74 245	1 071 676

En %	G1	G2	G3	G4
France	58%	23%	13%	5%
BFC	60%	19%	13%	7%

En guise de conclusion, ces données nous permettent de mesurer l'importance que revêt la bonne santé du secteur de l'économie de proximité sur l'économie régionale, ne serait-ce qu'en termes d'emplois, au-delà du service rendu à la population. Ce sont de 6 à 8 emplois sur 10 qui relèvent de cette catégorie. Leur évolution et leur répartition sur le territoire conditionne une part essentielle des problématiques d'équilibre et de développement territorial. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de comprendre ce qui va déterminer son avenir. Cela implique d'appréhender les dynamiques que traverse le secteur et qui le traverseront demain, qu'elles soient positives et porteuses de croissance (demandes des circuits courts, arrivée de nouvelles populations) ou négatives et inquiétantes (automatisation de l'emploi, pertes de populations dans certaines zones).

Près de 9 femmes sur 10 travaillent dans l'économie de proximité contre 7 hommes sur 10.

458 000 femmes et 398 000 hommes travaillaient dans l'économie de proximité en Bourgogne-Franche-Comté (2018). L'écart de genre suivant que les emplois sont destinés à une population locale ou à des marchés extérieurs est donc significatif. 88% des femmes occupant un emploi travaillent dans l'économie de proximité G1 ou G2 (presque 9 femmes sur 10) contre un peu plus de 7 hommes sur 10 (72%).

Figure 4 : répartition des emplois par genre en Bourgogne-Franche-Comté (2018)

Source : Insee, RP 2018 (enquêtes annuelles de recensement de la population de 2016 à 2020).

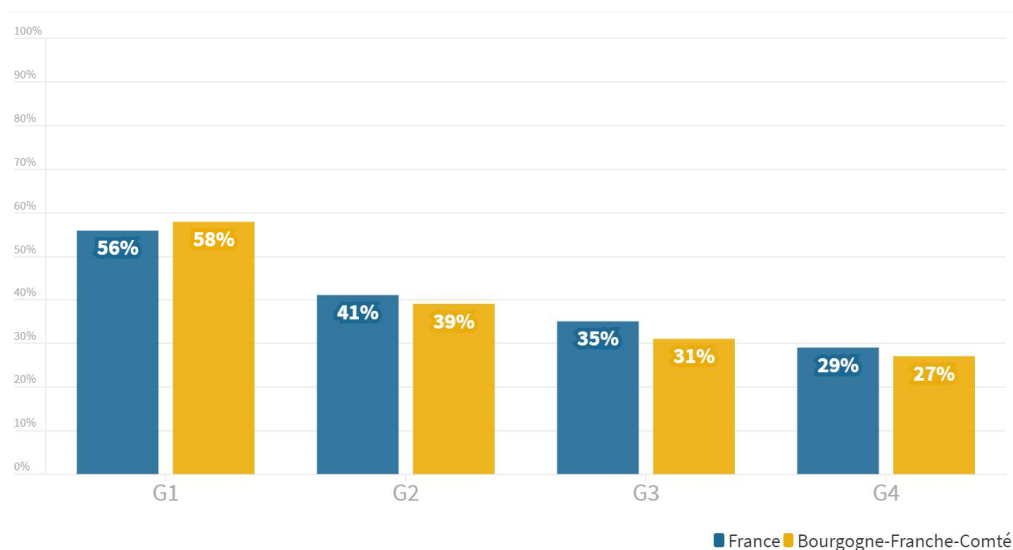
	G1	G2	G3	G4	Total
Femmes occupant un emploi	376 614	81 623	43 541	20 412	522 189
Hommes occupant un emploi	271 214	126 747	97 692	53 834	549 487
répartition des femmes occupant un emploi	72%	16%	8%	4%	100%
répartition des hommes occupant un emploi	49%	23%	18%	10%	100%

Concrètement, la nature des activités de types G1 (soins, enseignement, commerce) détermine le taux de féminisation de la catégorie G1, tout comme celle des activités G4 (Industrie, agriculture, recherche technologique) détermine le taux d'emploi masculin.

Figure 5 : Le taux de féminisation des emplois décroît à mesure que le secteur les activités sont ouvertes sur les marchés du monde.

Répartition des emplois par genre et par catégorie G1 à G4.

Source : Insee, RP 2018 (enquêtes annuelles de recensement de la population de 2016 à 2020).



	G1	G2	G3	G4	total
BFC	58%	39%	31%	27%	48,7%
France	56%	41%	35%	29%	48,5%

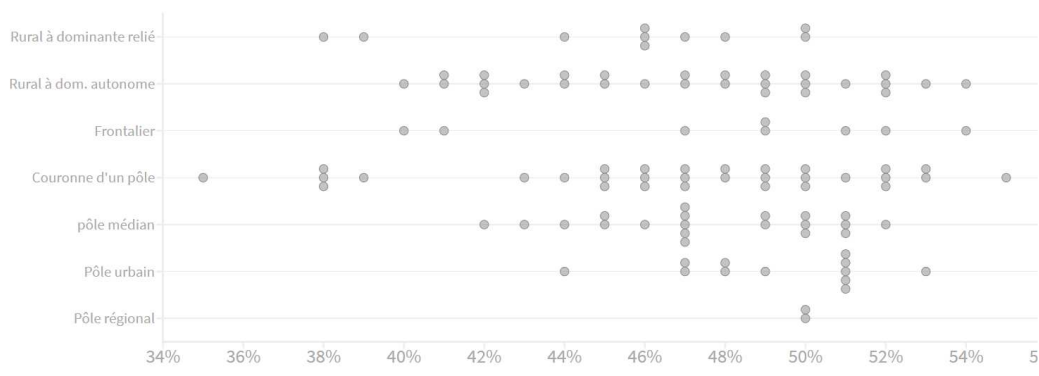
On retrouve dans ces chiffres la répartition sectorielle de l'emploi, en particulier sur les métiers du soin ou du commerce d'un côté et la rareté de l'emploi féminin dans les métiers associés aux secteurs dominants de l'économie mondialisée (Industrie, Agriculture). Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'accès des femmes au marché du travail ne s'est pas émancipé d'une répartition assez traditionnelle des tâches selon les genres, avec d'un côté les missions de satisfaction des besoins de la population locale (littéralement, l'économie dite « domestique ») et de l'autre, les tâches attachées à la conquête des marchés extérieurs, occupées par les hommes à près de 70%. L'entrée dans l'emploi salarié et indépendant des femmes ne s'est pas départi d'une répartition ancienne des tâches selon les genres.

Une répartition qui pèse sur les possibilités d'accès à l'emploi.

On l'a vu, suivant les EPCI, le profil de l'emploi local n'est pas le même, certains territoires sont plus orientés vers l'emploi de proximité, d'autres vers l'emploi connecté aux marchés du monde. Ces profils peuvent déterminer les possibilités d'accès à l'emploi par les femmes. Dans les faits, le taux d'emplois occupés par les femmes dans les EPCI de la région varie de 35% (CC Loire et Allier) à 56% (5 EPCI). En terme de profils d'EPCI, il n'apparaît pas de portrait-robot de territoires d'emplois féminins. Parmi les EPCI dont l'emploi est occupé à plus de 48% (moyenne) par des femmes, on trouve des villes comme des EPCI ruraux. En revanche, les territoires dont l'emploi est très masculin (moins de 46% de femmes) est fréquent dans les pôles médians (héritiers des villes moyennes industrielles), dans les couronnes de pôles (déconcentration de l'emploi industriel) et dans les territoires ruraux autonomes.

Figure 6 : Part des emplois occupés par des femmes dans les EPCI de BFC (2018)

Source : Insee, RP 2018 (enquêtes annuelles de recensement de la population de 2016 à 2020).



Cette diversité des situations territoriales de l'emploi féminin questionne soit la capacité à faire évoluer la structure de l'emploi local pour accueillir localement des

secteurs d'activités moins genrés, soit la capacité à faire évoluer les recrutements pour féminiser l'emploi industriel et agricole, soit pour masculiniser des emplois de proximité. Des questions de formation et de genre qui ont des conséquences sur l'équilibre territorial.

88% des pertes nettes en BFC ont concerné des hommes.

En 10 ans, la région a perdu 52 500 emplois, dont 46 300 étaient occupés par des hommes et 6 200 par des femmes. Il ne s'agit pas d'une spécificité régionale, mais d'une dynamique nationale, liée au profil des emplois en déclin sur la période. L'emploi masculin est très important dans les secteurs qui ont concentré la crise (G3 et G4). A l'inverse, l'emploi féminin est concentré dans un secteur plus stable de l'économie, les emplois G1 et dans une moindre mesure, les emplois G2.

Evolution emplois 08-18	Hommes	Femmes	% H	% F
France	-100 291	517 045	-1%	4%
BFC	-46 349	-6 211	-8%	-1%

En résumé, il faut disposer de deux économies dynamiques pour faire un territoire de croissance.

Chacune des deux économies a son utilité sociale, mais elles ne jouent pas le même rôle au regard du critère « d'entraînement » ou d'enrichissement de l'économie régionale. L'économie « universelle » capte les revenus extérieurs en proposant des biens et des services dans des marchés ouverts sur le monde. L'économie de proximité capte les revenus des personnes présentes sur le territoire. Elle crée des emplois à l'endroit où les gens habitent. Ces emplois sont souvent moins qualifiés. Donc accessibles à tous.

Si on aborde la différence des deux économies en termes de flux de richesses sur le territoire régional, l'économie universelle joue un rôle d'apport de richesse qui va varier avec la réussite des activités sur les marchés du monde. Cela posera la question d'un travail très détaillé avec les filières professionnelles pour améliorer leur position dans les chaînes de valeur mondiales.

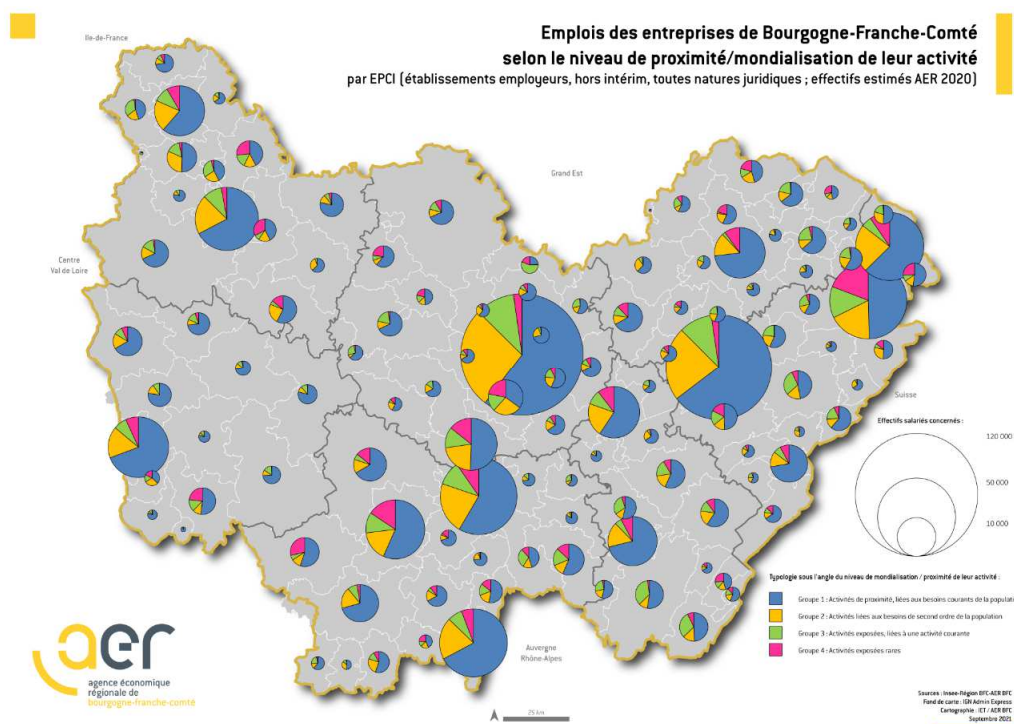
Dans le second cas (proximité), l'apport de richesse, va varier en fonction du nombre de personnes présentes, du niveau de revenus de la population et de la capacité des entreprises locales à capter ce potentiel. La nature des politiques publiques à conduire est très différente. L'existence des deux économies est essentielle dans un territoire. Mais une seule aspire le potentiel de développement que constituent les marchés du monde.

La géographie de l'économie de proximité en Bourgogne-Franche-Comté est aussi une géographie des différences territoriales.

On pourrait estimer à juste titre que les emplois de proximité sont répartis de façon régulière à l'intérieur des territoires de la région pour satisfaire localement les besoins de la population. On pourrait s'attendre à ce que la moyenne régionale de 23 emplois G1 pour 100 habitants se retrouve dans chaque EPCI. En réalité, c'est beaucoup plus complexe dès lors qu'on s'intéresse à la répartition des activités sur le territoire. Certains territoires présentent des carences d'emplois de proximité et d'autres les concentrent : « *Au sein de la région, selon les intercommunalités, le poids des activités liées à la demande locale et celui lié à la demande extérieure sont très variables et exposent différemment chaque territoire au contexte économique et démographique. A Marnay, Fraisans, Ornans, près de Besançon ou encore à Héricourt sous l'influence de Belfort et Montbéliard, le nombre d'emplois dits de proximité par habitants est deux fois moins élevé. Dans ces territoires, c'est davantage la dépendance vis-à-vis de la demande extérieure, quand l'emploi industriel ou agricole y est développé, qui est plus marquée.* » Insee INA BFC 77. Octobre 2020. Données corrigées 2018.

Figure 7 : répartition des emplois par catégories (G1 à G4) et par EPCI.

Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.

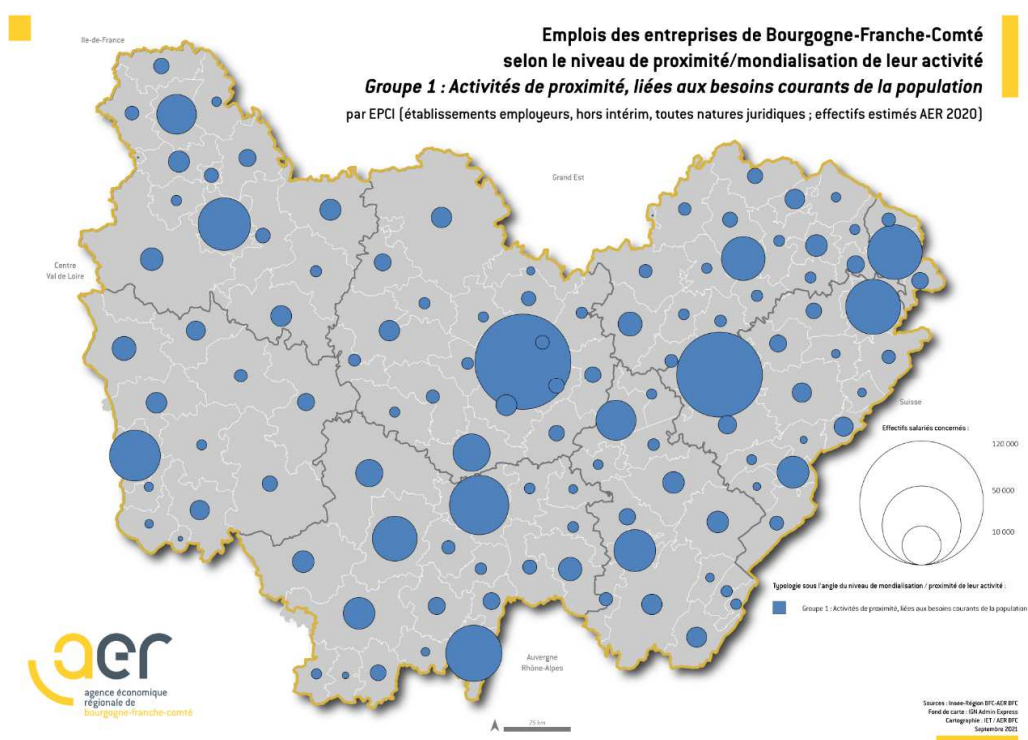


Une répartition inégale des densités d'emplois à l'échelle des EPCI

Les 648 000 emplois de proximité G1 correspondent à une moyenne de 23 emplois pour 100 habitants. Cette moyenne est conforme à celle des autres régions : « Le nombre d'emplois dits de proximité par habitant (23,1 emplois pour 100 habitants en Bourgogne-Franche-Comté) varie peu selon les régions. Il est malgré tout un peu plus élevé en Île-de-France, en Provence- Alpes-Côte d'Azur et en Nouvelle-Aquitaine ».

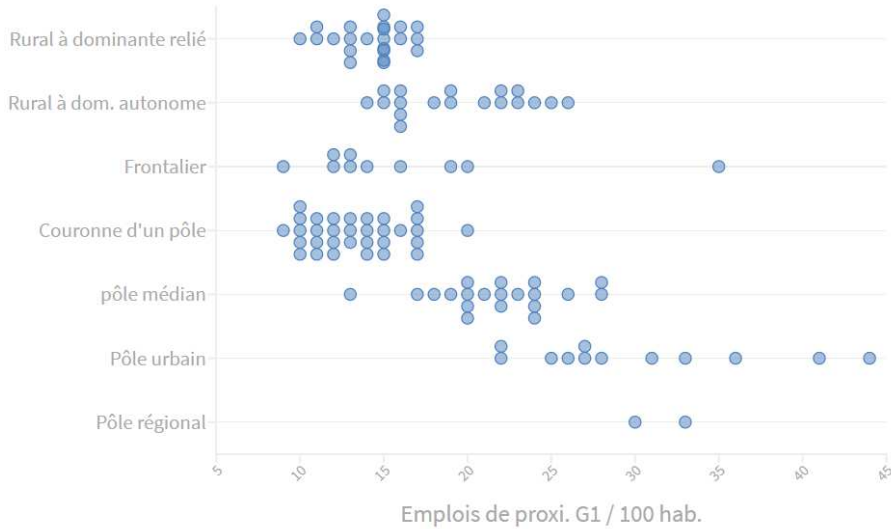
Figure 8 : répartition des emplois G1 par EPCI.

Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



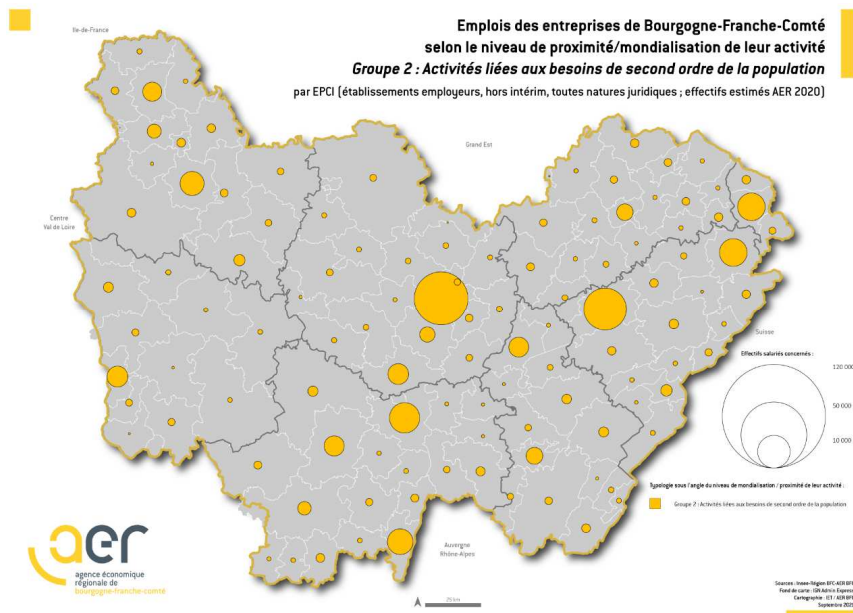
A l'intérieur de la région et en comparant les EPCI entre eux, on remarque que le taux d'emplois G1 par habitant varie dans un rapport de 1 à 5. Il est certes en moyenne de 23 emplois pour 100 habitants, mais il est inférieur à 10 dans certains EPCI et supérieur à 40 dans d'autres. On observe que les EPCI urbains concentrent les emplois de proximité G1 au-delà de leur poids démographique et qu'à l'inverse, les EPCI de couronne de pôle et ruraux à dominante reliés ont tous des densités inférieures à la moyenne régionale de 23 emplois G1 pour 100 habitants. Une des pistes d'explication possible, c'est l'apport de consommateurs touristiques qui peut varier considérablement d'un territoire à l'autre. Des travaux seront conduits en 2022 pour mesurer le poids de cette piste.

Figure 9 : Suivant l'EPCI, nombre d'emplois de proximité (G1) pour 100 habitants.
Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020. Typologies d'EPCI définies en annexe.



Si l'on adopte la vision élargie de l'économie de proximité (G1+G2), ces effets de concentration sont encore plus marqués. En effet, la concentration des emplois G2 est encore plus forte. La part des emplois G2 varie de 2 pour 100 habitants (CC du triangle vert) à 14 pour 100 habitants (Dijon Métropole) Cet indicateur est un signal du rayonnement de l'EPCI en termes de service à la population, au-delà du périmètre du voisinage.

Figure 10 : répartition des emplois G2 par EPCI.
Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



Point de méthode : 7 types d'EPCI différents pour comparer ce qui est comparable.

Il n'est pas pertinent de comparer les statistiques de l'emploi de proximité entre des EPCI lorsque ces EPCI présentent des caractéristiques très différentes (métropolitains ou ruraux par exemple). L'Insee et le Conseil régional ont donc proposé 7 familles d'EPCI à partir d'un critère de taille d'une part, mais d'après un niveau de connexion à des grands centre urbains qui prend en compte les déplacements des habitants (plus ou moins fréquents). Ces connexions déterminent en partie les modes de consommation en services de proximité par les habitants. Il s'agit en particulier de distinguer les EPCI isolés et ruraux des EPCI reliés à un pôle dans lesquels les consommations se concentrent. Ce travail aboutit à 7 classes d'EPCI distingués dans la carte dont le détail est proposé en annexe.

Figure 11 : Typologie des EPCI de Bourgogne-Franche-Comté.

Insee EMFOR AER. 2019.

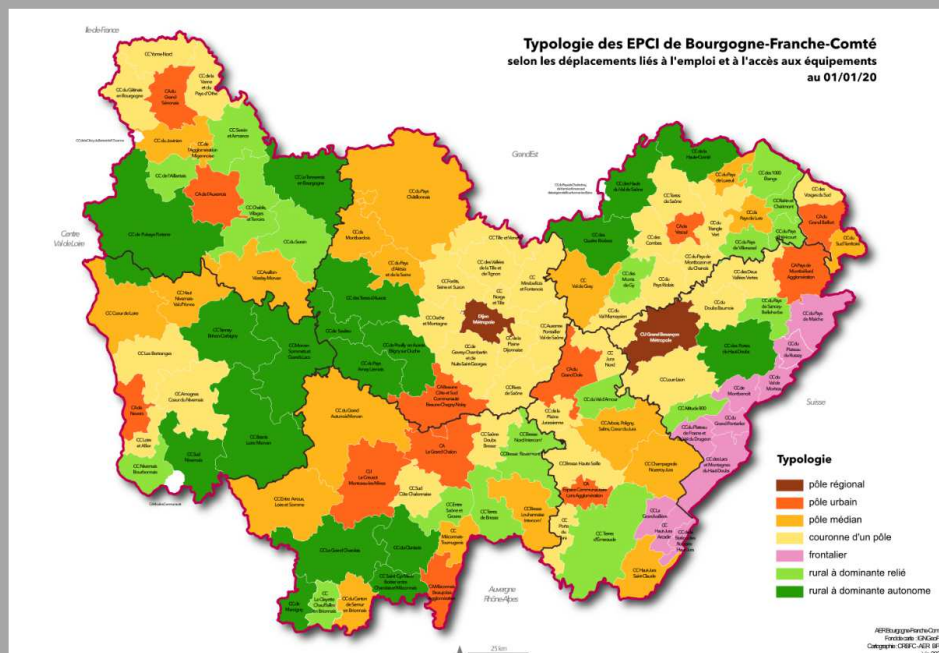


Figure 12 : Répartition des populations suivant les typologies d'EPCI.
Insee 2019, données 2017.

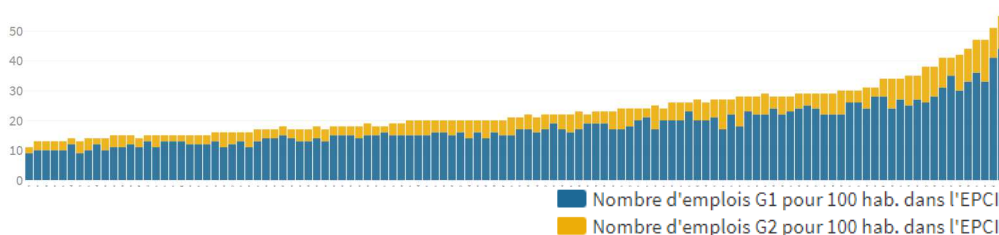
	Nombre d'EPCI	Population (2017)
Pôle régional	2	446 917
Pôle urbain	12	893 815
pôle médian	20	392 884
Couronne d'un pôle	32	459 699
Frontalier	10	124 293
Rural à dominante autonome	18	276 875
Rural à dominante relié	22	219 583
	116	2 814 066

Source Insee

Les EPCI des villes moyennes sont des pôles de services faibles.

La lecture géographique est extrêmement simple et sans surprise : 95 % des EPCI urbains et des pôles régionaux ont une densité d'emplois (G1+G2) supérieure à la moyenne régionale de 30 emplois pour 100 habitants. 95 % des autres EPCI ont une densité d'emplois de proximité inférieure à la moyenne régionale. La géographie de l'emploi de proximité se dessine sur les deux pôles régionaux et la quasi-totalité des pôles urbains. En deçà, les densités d'emplois G1+G2 sont plus faibles. D'une certaine façon, ces données témoignent de l'importance de l'armature urbaine dans le fonctionnement de l'économie et dans la localisation des services. Ce qui est surprenant par contre, c'est que les pôles médians, couramment considérés comme des points d'apport de services et d'emploi, présentent une très faible surconcentration des emplois de proximité. Un constat qui interpelle le planificateur régional dont l'ambition est de maintenir une armature de services au-delà des 14 pôles urbains et régionaux

Figure 13 : Nombre d'emplois de proximité (G1+G2) pour 100 habitants dans les 116 EPCI.
Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



Accéder au détail du graphique, avec le nom des 116 EPCI :
<https://public.flourish.studio/visualisation/2601183/>

Figure 14 : Suivant l'EPCI, Nombre d'emplois de proximité élargie (G1+G2) pour 100 habitants

Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.

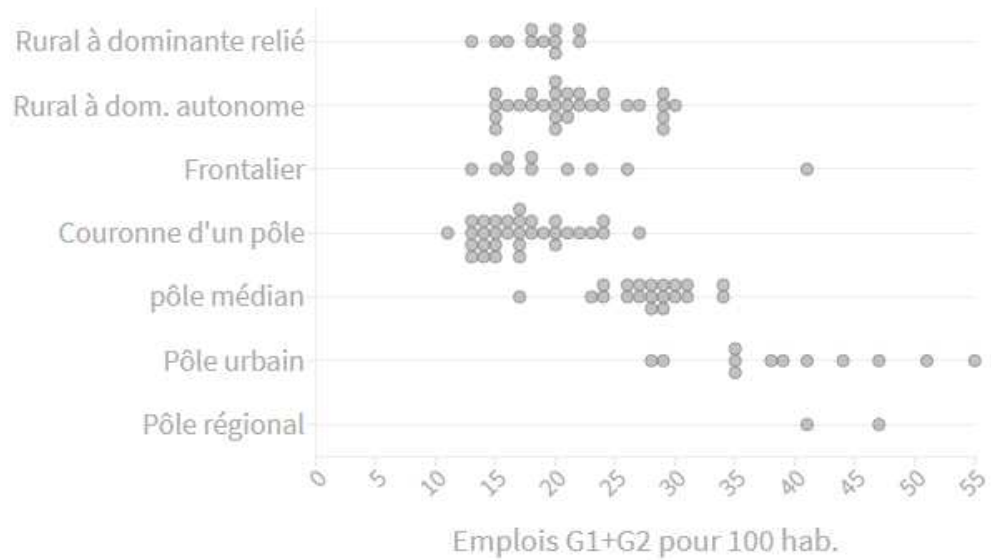
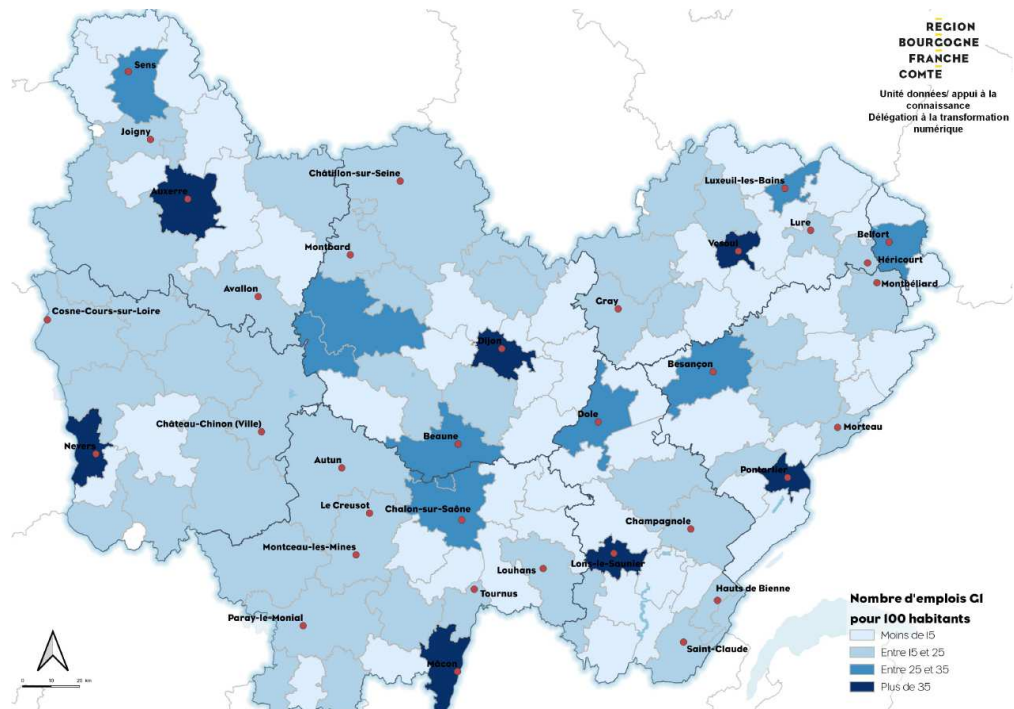


Figure 15 : Densité d'emplois de proximité G1 pour 100 habitants.

Données Insee, RP 2018. Conseil régional DPDP.



Le cas particulier des emplois G2 : une économie de proximité concentrée dans les grandes villes et qui semble disparaître des villes moyennes.

Le travail réalisé par l’Insee met en avant une distinction nouvelle et très importante, entre les emplois de proximité G1, qui sont homogènes d’un département à l’autre et les emplois régionaux (G2) répartis d’une manière hétérogène suivant les départements. Pour le dire autrement, les emplois G1 satisfont les besoins des populations locales dans le périmètre maximal du département à l’intérieur du département, et les emplois G2 à l’échelle de la région, soit par exemple la différence entre la médecine générale et une consultation en endocrinologie. La carte de France de la densité d’emplois G2 qu’a réalisé l’Insee, met d’ailleurs significativement en avant les départements qui accueillent les capitales régionales et l’on retrouve de façon significative, une surconcentration des emplois G2 dans les EPCI des grandes villes universitaires et de services.

Figure 16 : Densité des emplois G2.
Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.

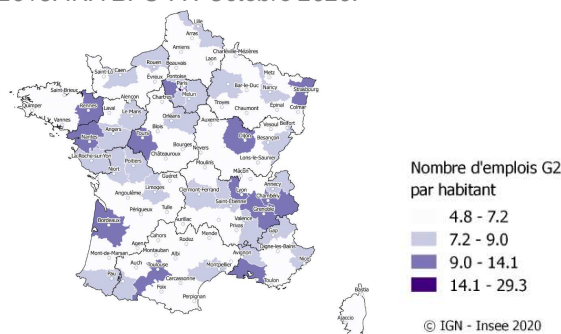
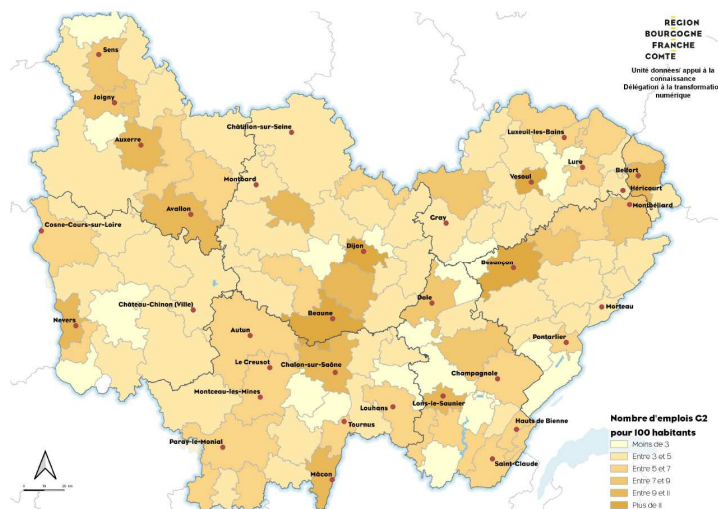


Figure 17 : Densité d’emplois de proximité G2 pour 100 habitants.
Données Insee, RP 2018.



On distingue facilement les EPCI qui possèdent ces emplois régionaux qui rayonnent au-delà de leur frontière et certainement aussi au-delà des limites départementales. Ils sont constitués des deux pôles régionaux, de 8 pôles urbains, deux pôles médians et d'une couronne d'un pôle (assez exceptionnelle dans son modèle : Gevrey Chambertin).

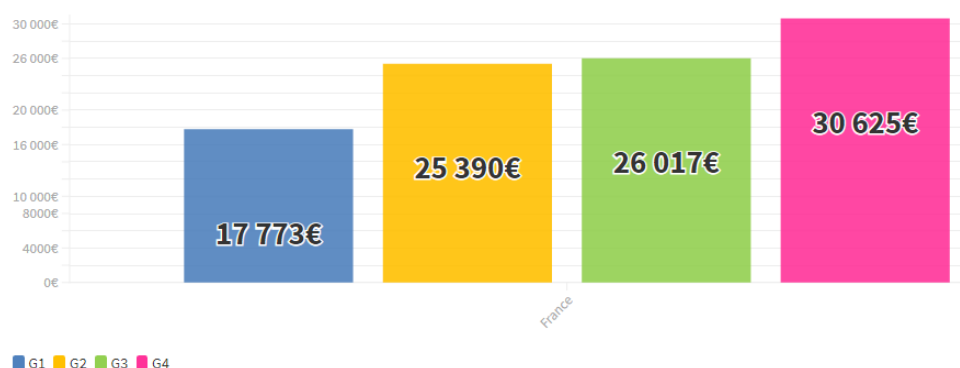
En termes de salaires distribués, l'économie de proximité pèse moins.

Suivant la catégorie des activités, on observe des disparités de revenus qui sont importantes.

Le nombre d'emplois ne dit pas tout de l'apport de l'économie de proximité à l'économie locale. Ce qui compte c'est surtout le niveau de richesse qu'il distribue. Or les emplois G1 sont moins rémunérateurs que les autres en moyenne, soit parce qu'ils sont moins qualifiés, soit parce qu'ils sont plus souvent à temps partiel. On peut donc aussi mesurer le poids de l'économie de proximité, non pas avec le nombre d'emploi, mais avec les masses de revenus perçues. Dans le détail, pour chaque emploi de proximité G1, la rémunération moyenne est inférieure aux emplois de marché régionaux (G2) et surtout aux emplois des activités universelles rares (G4). Quand on parle de développer l'emploi dans un territoire, il faudrait systématiquement demander de quel emploi on parle : Le gain de richesse pour l'économie du territoire (distribuée par le salaire) varie quasiment du simple au double.

Figure 18 : Niveau de revenu moyen des emplois

Source Données DADS, indépendants et indépendants agricoles 2016. Exprimés en salaires nets au lieu de travail. Traitement Service prospectives du Conseil régional.



Au final, l'approche par le revenu permet d'approcher au plus près, le poids très variable de l'économie de proximité dans les différents EPCI de la région. L'approche

par les revenus livre un regard plus fin sur le poids de l'activité économique dans chaque EPCI que le nombre des emplois. C'est aussi un moyen d'observer la composition particulière de chaque économie locale au regard de son gradient de connexion à l'économie du monde.

Figure 19 : Revenu annuels des emplois par EPCI (14 plus grands EPCI de la région)

Source Données DADS, indépendants et indépendants agricoles 2016. Exprimés en salaires nets au lieu de travail. Traitement Service prospectives du Conseil régional.

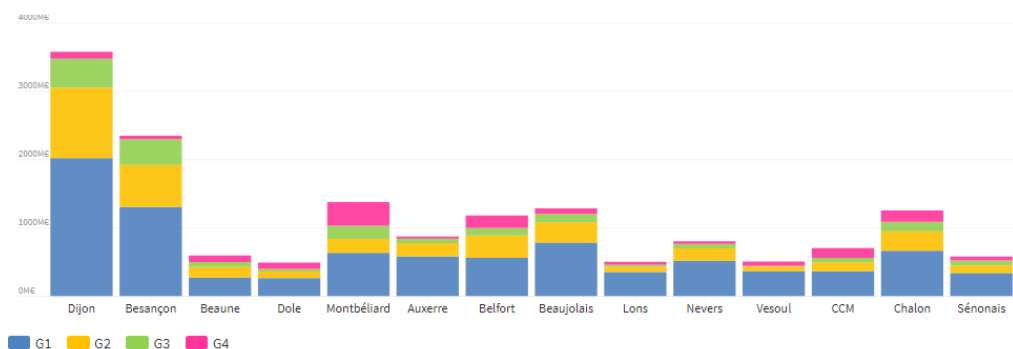
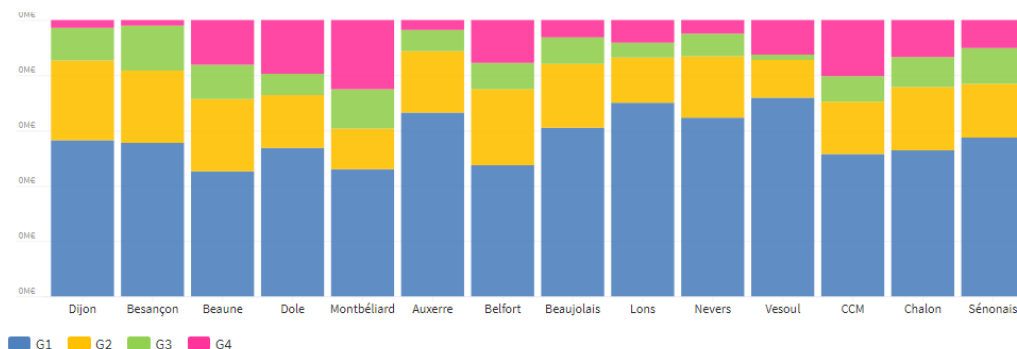


Figure 20 : Revenu des emplois par EPCI (14 plus grands EPCI de la région), en proportions.

Source Données DADS, indépendants et indépendants agricoles 2016. Exprimés en salaires nets au lieu de travail. Traitement Service prospectives du Conseil régional.



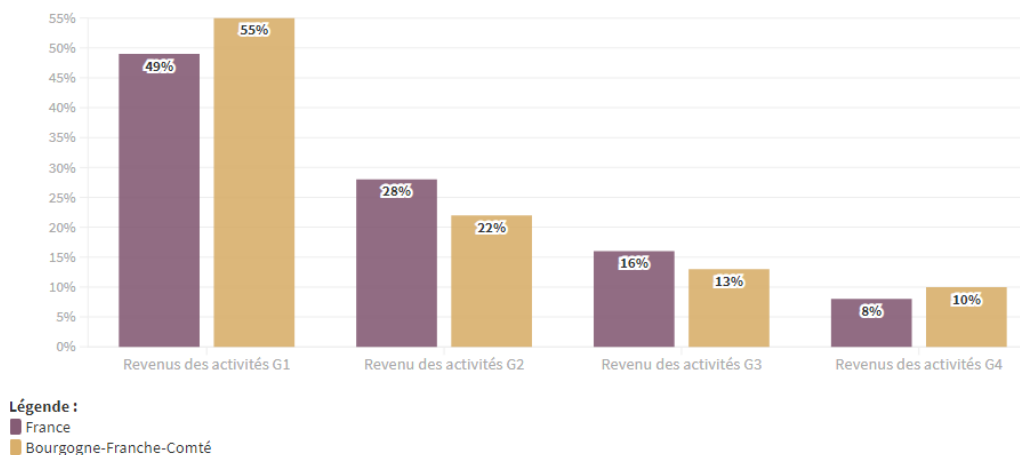
	G1	G2	G3	G4	
Dijon Métropole	56%	29%	12%	3%	100%
CA du Grand Besançon	56%	26%	16%	2%	100%
CA Beaune Côte et Sud - Communauté Beaune-Chagny	45%	26%	12%	16%	100%
CA du Grand Dole	54%	19%	8%	19%	100%
CA du Pays de Montbéliard Agglomération	46%	15%	14%	25%	100%
CA de l'Auxerrois	67%	22%	8%	4%	100%
CA du Grand Belfort	47%	28%	9%	16%	100%
CA Mâconnais Beaujolais Agglomération	61%	23%	10%	6%	100%
CA Espace Communautaire Lons Agglomération (ECLA)	70%	16%	5%	8%	100%
CA de Nevers	65%	22%	8%	5%	100%
CA de Vesoul	72%	14%	2%	12%	100%
CU le Creusot Montceau-Lès-Mines	51%	19%	9%	20%	100%
CA du Grand Chalon	53%	23%	11%	13%	100%
CA du Grand Sénonais	58%	19%	13%	10%	100%

L'économie proximité dans la région est plus orientée sur son volet de grande proximité (G1) que sur le volet de services de dimension régionale G2.

Les emplois de Proximité de Bourgogne-Franche-Comté ne sont pas exactement à l'image de ceux du reste de la France. On a vu qu'en masse d'emplois, la région compte environ autant d'emplois de proximité par personnes que le reste de la France. En revanche, la structure de l'économie de proximité à l'intérieur des deux catégories G1 et G2 est différente. 54.6% des masses de revenus d'activité en région relèvent de l'économie de proximité G1 (contre 48.6% en France). Le poids de l'économie G1 est supérieur à la moyenne française, en revanche, le poids de l'économie G2 est bien inférieur (21.8% s masses de revenus conte 27.5%).

Figure 21 : répartition de la masse des revenus d'activité (total = 100%)

Source Données DADS, indépendants et indépendants agricoles 2016. Exprimés en salaires nets au lieu de travail. Traitement Service prospectives du Conseil régional.



Source: Insee RGP 2016.

	G1	G2	G3	G4
France	48,6%	27,5%	15,7%	8,1%
BFC	54,9%	21,8%	13,5%	9,9%

Ces indicateurs peuvent alimenter un débat : Ce serait moins une question de nombre d'emplois que de niveau de revenus. Effectivement, les emplois G1 et surtout G2 sont moins rémunérés en moyenne qu'au regard des moyennes françaises.

Figure 22 : Les niveaux de revenus des emplois G1 et G2 sont inférieurs à la moyenne française.

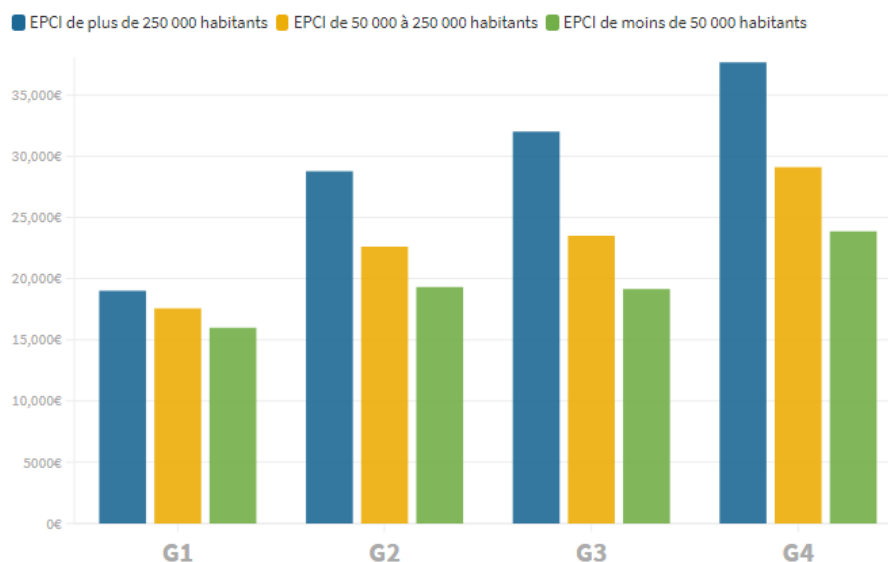
Source Données DADS, indépendants et indépendants agricoles 2016. Exprimés en salaires nets au lieu de travail. Traitement Service prospectives du Conseil régional.



Une hypothèse à ces écarts : la BFC étant une région rurale, les emplois de proximité sont plus ruraux qu'en France en moyenne. Or le niveau de revenu de ces secteurs dépend aussi du caractère urbain ou rural du lieu de travail.

Figure 23 : Les revenus moyens varient en fonction de la taille des EPCI.

Source Données DADS, indépendants et indépendants agricoles 2016. Exprimés en salaires nets au lieu de travail. Traitement Service prospectives du Conseil régional.



Revenu moyen des emplois au lieu de travail				
	G1	G2	G3	G4
plus de 250 Kh.	19 019 €	28 764 €	32 010 €	37 664 €
entre 50 et 250 Kh.	17 566 €	22 628 €	23 492 €	29 118 €
moins de 50 Kh.	15 979 €	19 306 €	19 154 €	23 853 €
<i>écart plus 250 Kh. / moins de 50 Kh.</i>	19%	49%	67%	58%

En résumé, moins de G2 et autant de G1 qu'ailleurs en France.

Les activités G2 sont clairement sous-représentées dans la région. Elles sont moins nombreuses en proportions, et elles sont moins rémunérées par emploi que dans la moyenne française. C'est une économie de grandes villes, le poids des populations des franges régionales attirées par les vendeurs de biens et services (y compris publics) à l'extérieur de la région pèse dans ce bilan global.

A l'inverse les emplois de proximité G1 sont bien présents en moyenne. Leur problématique est davantage celle d'une répartition géographique moins uniforme qu'attendue.

2 : Dynamique(s) 2008 - 2018

La région comptait en 2018, 1 071 787 emplois salariés et indépendants (Insee RP). Entre 2008 et 2018, elle a perdu 52 340 emplois, soit une baisse de de 4,7%. Certes, il est insatisfaisant de traiter de l'évolution récente sans prendre en compte l'impact de la crise sanitaire survenue depuis 2018 et en particulier depuis 2020. Celle-ci a modifié l'organisation des chaînes de valeur internationales et posé des enjeux de ré-industrialisation et de relocalisation dans un certain nombre de secteurs, notamment au titre de la souveraineté alimentaire et industrielle¹. Mais les données fiables sur ce qui est réellement en train d'advenir ainsi que sur la forme précise des rebonds à la sortie de la crise nous parviendront dans les prochains mois seulement. En attendant d'en disposer et de proposer une actualisation fiable des tableaux statistiques, il reste intéressant de comprendre les dynamiques dans lesquelles les différents secteurs étaient engagés depuis la crise financière de 2008 et avant que ne survienne la crise sanitaire. Il est envisageable de mettre à jour cette analyse dès que les données seront disponibles.

Après la crise de 2008, les activités de proximité ont stabilisé l'emploi en France mais peu en Bourgogne-Franche-Comté.

La situation générale de l'emploi sur la période a été mauvaise en France. Les emplois immergés dans la mondialisation ont reculé de 7% (G3 : activités universelles courantes) et 17% (G4 : activités universelles rares) pendant que les emplois de proximité ont augmenté de 4% (G1) et que les emplois régionaux ont augmenté de 7% (G2). C'est une nouvelle illustration d'un fait connu : la croissance et l'emploi en France ont été assis sur la consommation davantage que sur la compétitivité internationale et l'exportation.

¹ #1 - Désindustrialisation et relocalisation en France : quels enseignements ? banque des territoires. Novembre 2020. <https://www.banquedesterritoires.fr/desindustrialisation-et-relocalisation-en-france-quels-nseignements?>

Figure 24 : Evolution de l'emploi entre 2008 et 2018 en France et en Bourgogne-Franche-Comté.

Données Insee, RP 2016 – 2020.

	G1	G2	G3	G4
France	523 127	410 457	-226 949	-289 881
BFC	-6 175	-8 016	-18 278	-20 090

	G1	G2	G3	G4
France	4%	7%	-6%	-17%
BFC	-1%	-4%	-11%	-21%

Pour ce qui concerne l'emploi de proximité, le rythme de croissance des emplois assis sur la consommation est assez conforme au rythme de croissance de la démographie française : Les emplois assis sur les besoins de la population locale (G1 et G2) ont augmenté de 4,6% quand sur la même période, la population a augmenté de 4,4%. Le nombre d'emplois G1+G2 pour 100 habitants est donc resté très stable durant la période, ce que la publication Insee de décembre 2020 avait déjà noté. De là à dire que l'intégralité de la croissance des emplois sur la période est déterminée par celle de la démographie...

Mais en Région, la stabilité démographique ne suffit pas à stabiliser l'emploi de proximité.

Sur la période 2008 – 2018, la région a perdu environ 14 000 emplois de proximité, en accusant des pertes à la fois dans la catégorie G1 et dans la catégorie G2. En 10 ans, les emplois de proximité G1 et G2 ont certes mieux résisté que les emplois immergés dans la mondialisation (-38 000 emplois), mais ils n'ont pas joué le rôle d'amortisseur qu'ils jouent en moyenne en France. L'économie de proximité n'a pas compensé les pertes d'emploi enregistrées dans les autres secteurs.

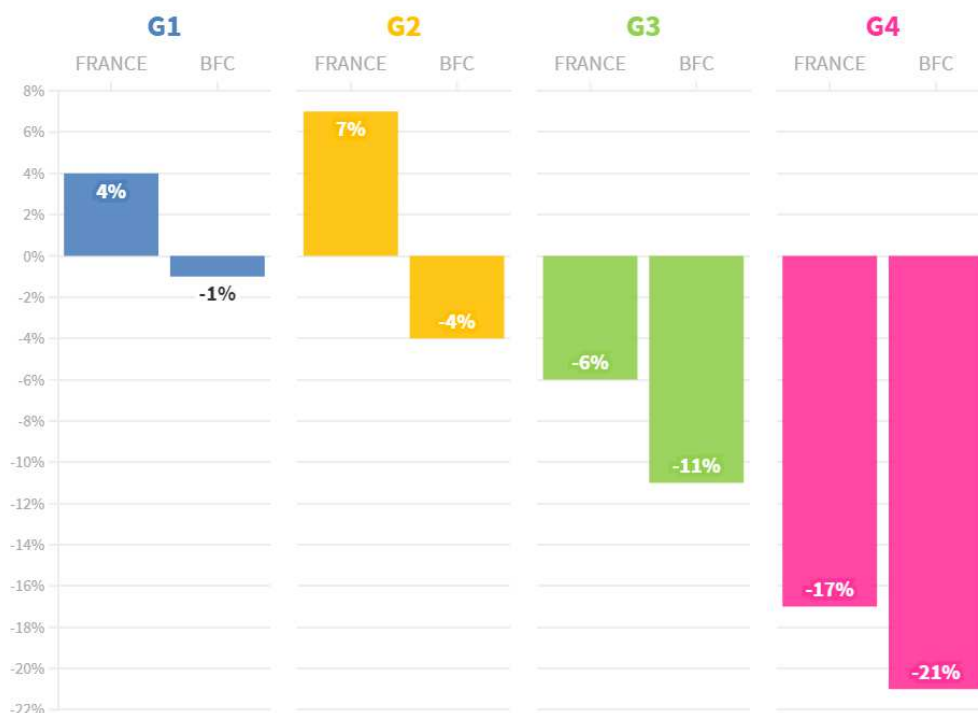
Figure 25 : Evolution de la population et des emplois entre 2008 et 2016.

Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.

	France	BFC
croissance pop.	4,4%	0,2%
croissance emplois proxi (G1 + G2)	4,6%	-1,6%

Dans le détail, ce qui présente un différentiel important, à la fois par rapport au reste de la France, mais aussi par rapport à l'évolution démographique de la région, c'est la catégorie des emplois G2 dont l'évolution est très inférieure à la moyenne française sur la même période (-4% contre +7%) tout comme elle est très inférieure à la dynamique démographique de la région sur la même période.

Figure 26 : Evolution des emplois entre 2008 et 2016.
Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



France				
	Emploi 2008	Emploi 2018	évolution	
G1 (Emplois de proximité)	14 643 861	15 166 988	523 127	4%
G2 (Emplois régionaux)	5 696 473	6 106 930	410 457	7%
G3 (Emplois internationaux courants)	3 550 576	3 323 627	-226 949	-6%
G4 (emplois internationaux rares)	1 705 019	1 415 138	-289 881	-17%
	25 595 929	26 012 684	416 755	2%

Bourgogne-Franche-Comté				
	Emploi 2008	Emploi 2018	évolution	
G1 (Emplois de proximité)	654 003	647 828	-6 175	-1%
G2 (Emplois régionaux)	216 386	208 370	-8 016	-4%
G3 (Emplois internationaux courants)	159 511	141 233	-18 278	-11%
G4 (emplois internationaux rares)	94 335	74 245	-20 090	-21%
	1 124 235	1 071 676	-52 559	-5%

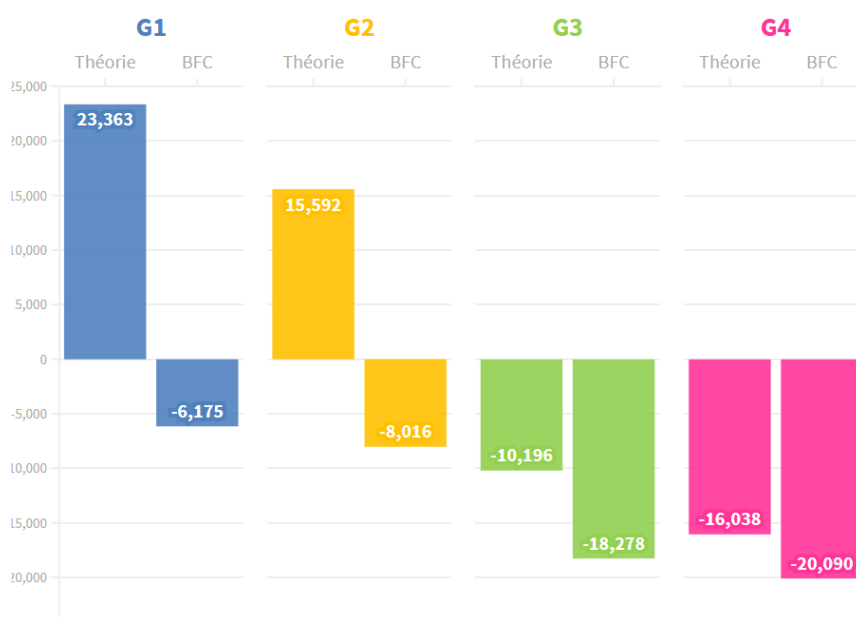
Conclusion : la dynamique démographique n'explique pas entièrement le bilan de l'emploi de proximité sur la période 2008 – 2018. Il existe d'autres facteurs qui produisent une dégradation de l'emploi au-delà de la stabilité de la population. Le détail des secteurs appartenant au segment « G2 » figure en annexe de ce document.

L'économie de proximité en Bourgogne-Franche-Comté accuse un déficit d'environ 50 000 emplois non créés par rapport à la dynamique moyenne en France sur la même période.

L'hypothèse proposée est simple : si l'emploi dans l'économie de proximité avait évolué de façon conforme à la moyenne française, quel aurait été le résultat ? L'économie de proximité a perdu environ 12 000 emplois entre 2008 et 2018. Mais la dynamique moyenne en France était à la croissance. Si cette croissance avait été la même en Bourgogne-Franche-Comté, la région aurait gagné 23 363 emplois G1 et 15 592 emplois G2, soit environ 39 000 emplois. L'écart entre les 39 000 qui auraient dû être gagnés et les 12 000 qui ont été perdus est de plus de 50 000 emplois.

Figure 27 : Evolution des emplois entre 2008 et 2018.

Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



France				
	Emploi 2008	Emploi 2018	évolution	
G1 (Emplois de proximité)	14 643 861	15 166 988	523 127	4%
G2 (Emplois régionaux)	5 696 473	6 106 930	410 457	7%
G3 (Emplois internationaux courants)	3 550 576	3 323 627	-226 949	-6%
G4 (emplois internationaux rares)	1 705 019	1 415 138	-289 881	-17%
	25 595 929	26 012 684	416 755	2%

Bourgogne-Franche-Comté				
	Emploi 2008	Emploi 2018	évolution	
G1 (Emplois de proximité)	654 003	647 828	-6 175	-1%
G2 (Emplois régionaux)	216 386	208 370	-8 016	-4%
G3 (Emplois internationaux courants)	159 511	141 233	-18 278	-11%
G4 (emplois internationaux rares)	94 335	74 245	-20 090	-21%
	1 124 235	1 071 676	-52 559	-5%

	Evolution théorique	Evolution réelle	écart
G1 (Emplois de proximité)	23 363	-6 175	-29 538
G2 (Emplois régionaux)	15 592	-8 016	-23 608
G3 (Emplois internationaux courants)	-10 196	-18 278	-8 083
G4 (emplois internationaux rares)	-16 038	-20 090	-4 051
	12 721	-52 559	-65 280

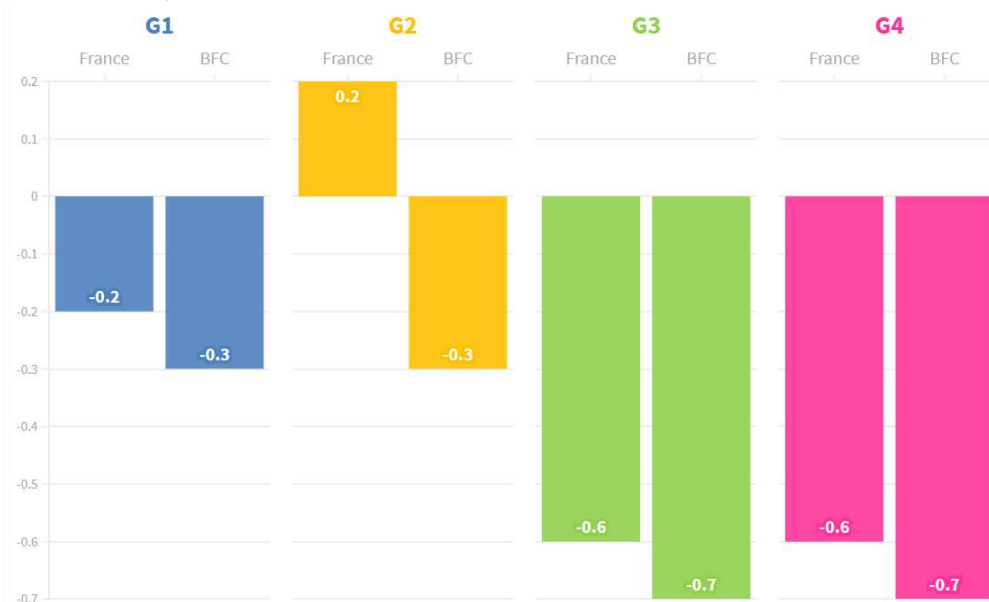
Cette approche délivre une tout autre image de la dynamique qui a traversé l'économie de proximité entre 2008 et 2018 en Bourgogne-Franche-Comté. Sa performance en termes de croissance d'emploi est très inférieure à la moyenne française et compte pour les trois quarts dans le bilan final de l'emploi dans la région.

Une sous-performance régionale qui n'est pas seulement due à la moins bonne dynamique démographique.

On pourrait penser que le déficit de croissance de l'emploi de proximité G1 et G2 par rapport à la moyenne de France hors Paris est due à une moins bonne dynamique démographique de la région. Ce serait logique : les emplois de proximité dépendent de la consommation de la population présente. Cette explication est confirmée pour ce qui concerne les emplois de proximité G1 puisque le nombre d'emplois G1 au plan régional évolue de façon conforme à la moyenne nationale si on le ramène au nombre d'habitants de la région. En revanche, les activités G2 se sont clairement dédensifiées, alors qu'elles se densifiaient au plan national.

Figure 28 : Evolution du nombre d'emploi pour 100 habitants entre 2008 et 2016.

Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



2008	G1	G2	G3	G4
France	23,6	9,2	5,7	2,7
BFC	23,3	7,7	5,7	3,4

2018	G1	G2	G3	G4
France	23,4	9,4	5,1	2,2
BFC	23,1	7,4	5,0	2,6

Evolution 2008 - 2018	G1	G2	G3	G4
France	-0,2	0,2	-0,6	-0,6
BFC	-0,3	-0,3	-0,7	-0,7

Cette sous-performance régionale sur les emplois G2 pèse lourd dans le bilan de l'emploi en région : les emplois G2 constituent environ 20% du total des emplois. Une hypothèse possible : Les emplois G2 sont concentrés dans les pôles régionaux et métropolitains et la croissance de ces emplois l'est encore davantage (faits avérés). Pour mémoire, il s'agit d'activités de services publics et privés qui rayonnent sur une chalandise de niveau régional. Or on connaît les handicaps structurels de la région en la matière : Certaines franges de la région sont dans l'aire d'influence des métropoles extérieures dans lesquelles les habitants auront davantage tendance à satisfaire leurs besoins universitaires, de santé ou commerciaux.

En résumé

L'emploi de proximité G1 est orienté à la baisse entre 2008 et 2016, principalement à cause de la démographie atone de la région. Certes, l'emploi de proximité est plus stable que les emplois immergés dans la mondialisation. Il évolue de façon conforme aux autres régions, mais le taux d'emploi par habitant se dégrade entre 2008 et 2016 comme partout en France. Cela peut signifier que dans une région qui ne gagne pas de population, le nombre d'emplois de proximité G1 est tendanciellement orienté à la baisse. Le rythme actuel de cette baisse est de 0,1% d'emplois pour 100 habitants sur 8 ans, soit plus de 20 000 emplois sur la période. Si cette tendance se confirme ainsi que l'absence de croissance démographique, cela signifie qu'à l'horizon d'une quinzaine d'années, ce sont environ 30 000 emplois sur les 650 700 actuels qui sont en jeu.

La région accuse une hémorragie sur les emplois G2. La question de la capacité à couvrir les besoins de la population régionale sur ses besoins occasionnels est posée.

Les emplois dont le marché est de dimension régionale sont en croissance en France, mais pas dans notre région. La densité de ces emplois par habitants est même en recul alors qu'elle est en croissance dans la France. C'est très dommageable pour le bilan régional de l'emploi puisque les emplois G2 ont constitué la principale source de croissance d'emploi entre 2008 et 2018 ailleurs. On parle beaucoup de désindustrialisation pour expliquer les difficultés de la région, mais la question de la capacité à fixer les consommations locales dans une zone de chalandise régionale compte aussi particulièrement, voire davantage si on reste sur une échelle comptable (manque à gagner de 18 700 emplois sur la moyenne française).

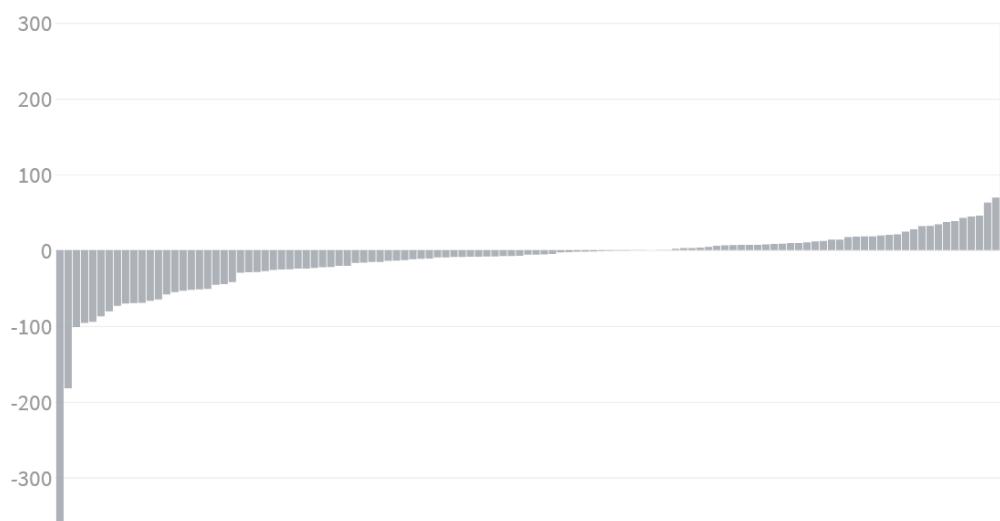
La région a perdu 12 000 emplois (G1+G2) entre 2008 et 2018 et les 2/3 de ces pertes ont dues aux emplois régionaux (G2)., alors qu'ils ne représentent que 25 % des emplois G1+G2. On explique donc une bonne part des pertes d'emplois de l'économie de proximité « élargie », par le dévissage de la catégorie G2. Ces emplois et leur évolution devraient faire l'objet d'une analyse et d'un programme de travail particulier.

A l'intérieur de la région : 72 EPCI sont perdants et 44 sont gagnants.

Le stock des 650 000 emplois de proximité G1 est relativement stable bien qu'orienté à la baisse. Celui des 208 000 emplois de marchés régionaux (G2) est en baisse plus significative au niveau régional (-4%). Mais ces dynamiques sont des moyennes. Elles ne suffisent pas à décrire l'évolution de l'économie de proximité entre 2008 et 2018.

En particulier, à l'intérieur de la région, il existe aussi une problématique de mobilité géographique de ces emplois au bénéfice de certains territoires qui les concentrent et aux dépens d'autres qui les perdent. Cette « circulation » symbolique des emplois de proximité à l'intérieur de la région se réalise au travers d'un jeu inégal de pertes dans certains EPCI et de profits ailleurs. Elle échappe à l'observation statistique quand on ne travaille que sur les moyennes régionales, mais elle apparaît de façon très significative quand on s'intéresse à la variation de l'emploi dans les EPCI. Enfin, et peut-être « surtout », c'est celle qui détermine la perception que les habitants se font de « leur » économie de proximité. Concrètement la région a perdu 12 000 emplois de proximité G1+G2 (sur un total de 870 000 en 2008). Mais cette dégradation n'est pas régulière sur le territoire : il s'agit d'un solde entre de fortes pertes et des gains importants à l'échelle des EPCI : 72 EPCI ont perdu 25 000 emplois G1G2 et 44 en ont gagné 10 000.

Figure 29 : Evolution de l'emploi de proximité G1+ G2 dans les 116 EPCI entre 2008 et 2018.
Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020. (en nombre d'emplois)



La circulation des emplois entre les EPCI n'est pas seulement une question de transferts d'établissements.

En France entre 2008 et 2013, 38% du parc français des établissements d'entreprises s'est renouvelé chaque année par le biais des créations, cessations, cessions et transferts géographiques². Cela constitue environ 600 000 créations, 500 000 cessations et 140 000 transferts. Mais le mouvement géographique de l'emploi touche davantage que les 140 000 transferts déclarés parce que les nouvelles entreprises n'apparaissent pas systématiquement à l'endroit précis où les autres ont disparu. Il faut donc bien

² Insee Première, 1551, mai 2015.

comprendre que si au niveau régional, une densité d'emploi reste constante, c'est une moyenne qui masque d'importantes mutations dans le parc des entreprises (à hauteur de 38% d'entre elles chaque année) qui peuvent poser la question d'un changement d'adresse, soit par déménagement pur, soit par disparition/création à des endroits différents.

Sur la mobilité géographique des emplois G1 à l'intérieur de la région : la stabilité régionale masque des disparités d'évolutions à l'intérieur de la région.

Intuitivement, on peut penser que la population détermine directement la présence d'emplois de proximité et que la croissance de population attirera dans la zone même de nouveaux emplois. C'est en tout cas la logique poursuivie par de nombreux territoires qui justifient la nécessité de construire des logements par la perspective de gagner des habitants et de développer de l'emploi. Sauf qu'à l'échelle des EPCI, on trouve assez peu de corrélation entre l'évolution de la démographie et celle des emplois de proximité. La raison est simple, les formes d'usage de service et de consommation de biens du quotidien ont évolué au cours des 30 dernières années. Les usagers se déplacent et les entreprises élargissent leurs zones de chalandises. Cette mutation rend possible des phénomènes de concentration de service très importants au bénéfice de quelques EPCI. Un constat qui concerne les emplois de proximité G1 comme G2. Sur la période de 10 ans qui sépare 2008 de 2018, alors que l'évolution globale de l'emploi de proximité G1 est inférieure à 1% on a constaté des baisses d'emplois de proximité qui sont supérieures à 10% dans 15 EPCI et des hausses d'emplois de plus de 10% dans 10 EPCI.

Figure 30 : Evolution de l'emploi de proximité G1 dans les 116 EPCI entre 2008 et 2018.
Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.

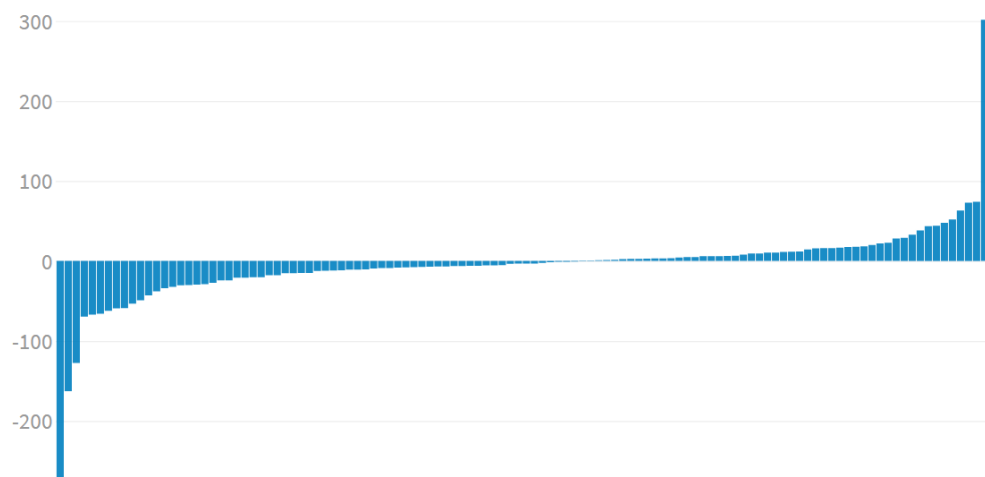
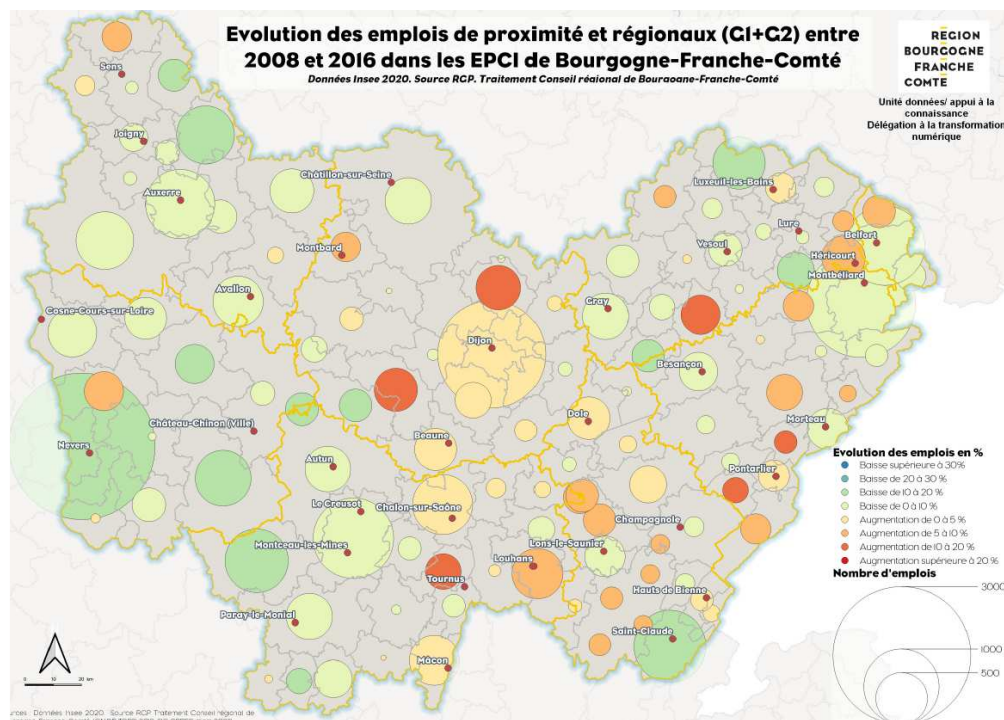


Figure 31 : Evolution de l'emploi de proximité G1+ G2 dans les 116 EPCI entre 2008 et 2016.
Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



Derrière l'énigme des mobilités d'emplois G1 + G2 se dessine en réalité deux dynamiques très différentes (analyse 2008 – 2016).

Une problématique de déplacement pour les emplois de proximité G1 : le nombre d'emplois de proximité G1 a peu évolué entre 2008 et 2016. Il est passé de 653 000 à 651 000 (- 0,4 %). Mais 13 000 ont disparu d'EPCI perdants et 11 000 sont apparus dans des EPCI gagnants. D'une certaine façon, 2 000 emplois ont disparu (0,3 %) et 11 000 se sont déplacés (1,7 % en 8 ans). Les emplois de proximité G1 apparaissent comme un stock relativement stable au plan régional, mais traversé par des dynamiques de mobilités à l'intérieur de la région qui dessinent des évolutions importantes dans les zones de chalandise des services publics et privés locaux.

Une question de pertes d'emploi en région pour la catégorie G2 : On pourrait presque faire le constat inverse pour les emplois G2. C'est moins une question de mobilité à l'intérieur de la région, que de disparition pure et simple. Le nombre d'emplois régionaux a beaucoup baissé entre 2008 et 2016. Il est passé de 216 000 à 208 000 (- 3,7 % en 8 ans). 11 000 ont disparu d'un EPCI mais seulement 3 000 sont apparus dans un autre EPCI. D'une certaine façon, 8 000 (3,7 %) ont disparu et 4 000 se sont déplacés (1,9 %).

C'est l'analyse des dynamiques d'emploi au niveau national qui nous renseigne un peu sur ce qui se joue. Au plan national, sur les 281 857 emplois G2 créés entre 2008 et 2016, 80% l'ont été dans les 35 plus grandes agglomérations de France (224 796). Le critère de la taille de l'EPCI, en particulier pour ce qui concerne les EPCI dits « métropolitains » semble déterminant dans la capacité d'un territoire à attirer ou créer des emplois G2. Rappelons ici, selon les mots de l'Insee : « Les activités de services telles que l'hôtellerie, le commerce de détail de la papeterie, du livre, d'équipements informatiques, y sont surreprésentées, au même titre que les activités créatives, artistiques et de spectacle, l'enseignement supérieur, les activités liées à l'architecture, à la comptabilité, ou encore au transport ferroviaire et urbain. Les emplois correspondants sont surtout l'apanage des plus grandes villes et ont tendance à se concentrer, au plan national comme régional, dans les métropoles ».

Figure 32 : Evolution de l'emploi en 4 catégories suivant la taille de l'EPCI.

Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



	Evolution de l'emploi G1	Evolution de l'emploi G2	Evolution de l'emploi G3	Evolution de l'emploi G4
plus de 250 Kh.	202 367	224 796	-41 569	-96 588
entre 50 et 250 Kh.	86 180	36 534	-95 773	-95 663
moins de 50 Kh.	119 937	20 527	-120 886	-72 359

L'une des raisons les plus évidentes à la perte sèche d'emploi G2 dans la région BFC est la faiblesse de l'armature urbaine de la région et la concurrence de métropoles extérieures qui rayonnent à l'intérieur des franges régionales. Il est d'ailleurs intéressant de constater la part considérable que les emplois G2 tiennent dans le bilan de l'emploi des grandes métropoles françaises entre 2008 et 2016 (en jaune dans la figure suivante) et la faiblesse de cette même catégorie dans les 14 plus grands EPCI de la région.

Figure 33 : Evolution de l'emploi dans les 34 Grands EPCI de France (Hors Paris) entre 2008 et 2016.

Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020. Note, Paris est dans la même situation, mais son poids rendrait le tableau illisible. En valeurs absolues.

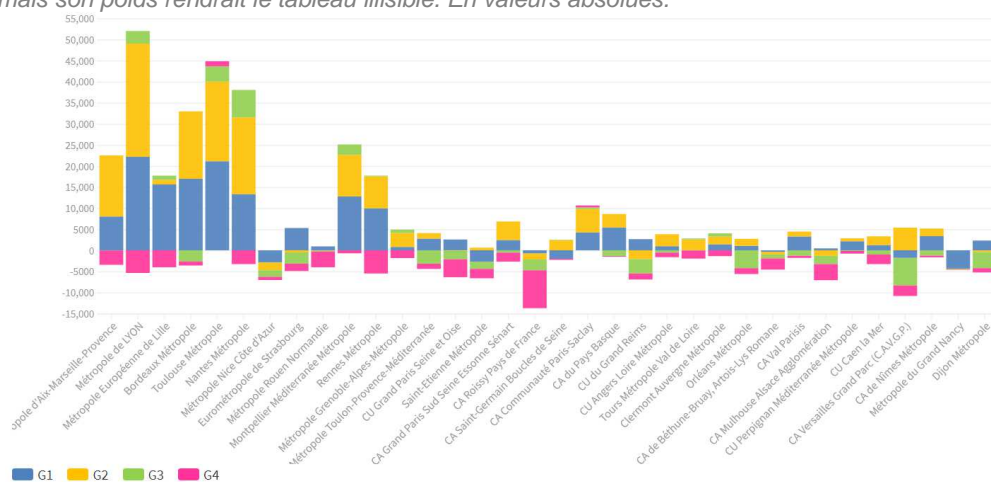


Figure 34 : Evolution de l'emploi dans les 14 Grands EPCI de BFC entre 2008 et 2016.

Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020. Note, Paris est dans la même situation, mais son poids rendrait le tableau illisible



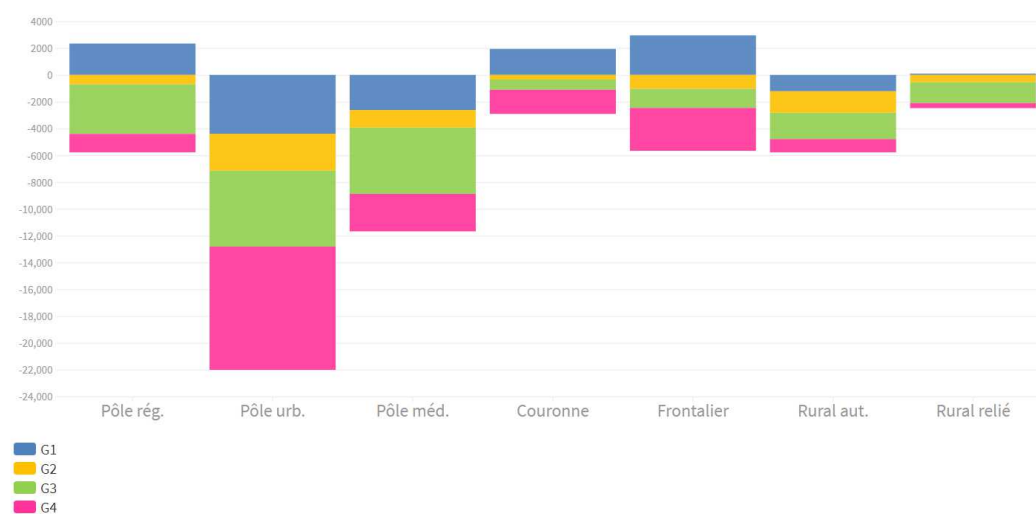
Conclusion des dynamiques :

1. Les inégalités de dynamiques territoriales existent aussi dans l'économie de proximité

On a parfois l'image d'une économie de proximité qui serait stable et équitablement répartie sur le territoire en fonction de la densité démographique. Partant du déterminisme démographique, la marge pour développer (ou défendre) l'emploi de proximité consisterait pour un élu, à s'occuper de la démographie. Qui n'a jamais entendu : « il faut faire venir des populations pour développer de l'emploi local. » ? Mais en réalité ce qui détermine l'apparition ou la disparition d'emplois de proximité est complexe, multifactoriel parce qu'il ne dépend pas de la seule démographie et totalement déterminant dans le bilan de l'emploi de la région, d'un département ou d'un EPCI : la masse des emplois de proximité et régionaux constitue plus de 80 % de l'emploi total et cette masse est plus mobile que les populations. Si on raisonne par typologies d'EPCI seulement 3 types d'EPCI sur 7 gagnent des emplois de proximité.

Figure 35 : Evolution de l'emploi dans les 7 types d'EPCI en BFC (2008 – 2016)..

Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.

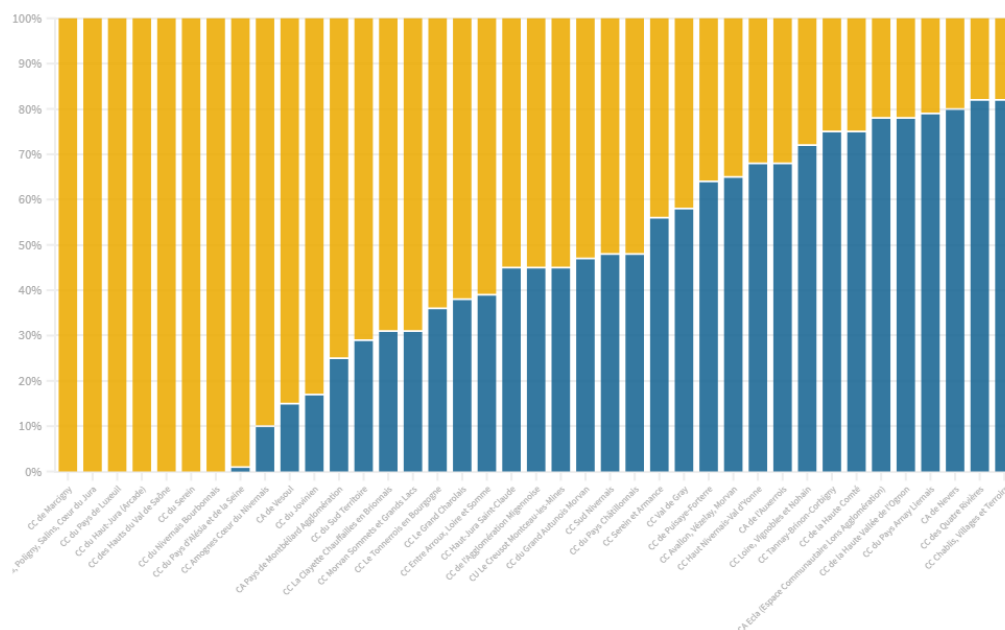


2. L'économie de proximité ne joue pas systématiquement un rôle « d'amortisseurs » dans les dynamiques de territoires en crise

On entend parfois l'économie de proximité présentée comme un facteur de stabilisation des inégalités territoriales. Nous avons isolé les 40 EPCI de la région qui ont perdu à la fois des habitants et des emplois depuis 2008. Nous avons étudié la nature des emplois qu'ils ont perdus. Quelques-uns ont perdu exclusivement des emplois universels (en jaune), mais la plupart ont perdu des emplois sur les deux tableaux et surtout, pour environ la moitié de ces EPCI en crise, les pertes d'emploi

dans l'économie de proximité sont supérieures à celles qu'ils accusent dans l'économie universelle.

Figure 36 : Nature des pertes d'emplois en % dans les 40 EPCI « en panne » de BFC.
Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



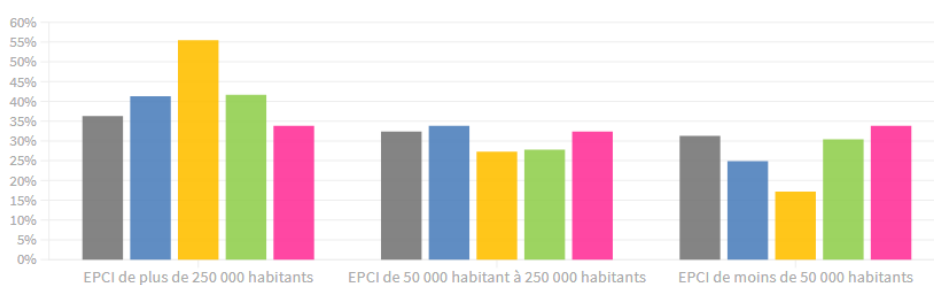
Légende : ■ evol G1+G2 ■ EVOL G3+G4

3. La sous performance régionale en matière d'emploi G2 est importante. Elle témoigne peut-être de l'influence des pôles extérieurs à la région sur les populations des franges.

Par rapport à la moyenne française, la dynamique des emplois de proximité G2 est très mauvaise. La région accuse un déficit de 8 000 emplois alors qu'elle aurait du en gagner 10 000. Le handicap structurel de la région pourrait être le fruit d'une carence d'agglomérations de grande dimension. Cette explication par « la taille des villes » concerne surtout les emplois G2 (20% des emplois) dont on constate qu'ils sont clairement plus présents dans les EPCI de plus de 250 000 habitants.

Figure 37 : Ventilation des emplois suivant la taille des EPCI.

Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



Légende :

- Part dans la population en France
- Part des emplois G1 de France
- Part des emplois G2 de France
- Part des emplois G3 de France
- Part des emplois G4 de France

Source: Insee RGP 2016.

3 : Marges d'évolution sur les territoires.

Le diagnostic montre combien le développement d'une activité de proximité (qu'elle soit dédiée à une clientèle proche ou régionale) est déterminé par des facteurs complexes. Le constat le plus évident c'est qu'il ne suffit pas de développer le nombre d'habitants dans un EPCI pour développer l'emploi de proximité. Il montre aussi combien la réussite de ce développement est déterminante pour la santé économique globale de la région : les emplois de proximité G1 constituent environ 60% des emplois de la région et les emplois G2 environ 20%. La carence de dynamisme sur les emplois G2 explique une part importante du bilan de l'emploi en région entre 2008 et 2016. Pour finir, il montre combien les écarts territoriaux sont importants dans ce domaine comme ils le sont dans d'autres. Réussir à développer l'économie de proximité partout dans la région n'est donc pas seulement une affaire de mise à disposition de services à la population, c'est aussi une question de trajectoire économique pour le territoire et d'équilibre économique entre les espaces qui le composent. A ce titre, l'économie de proximité est bien l'un des piliers d'une politique de développement et d'équilibre territorial.

S'il ne suffit pas d'attirer de nouveaux habitants, sur quoi fonder alors le projet de développer l'économie de proximité, d'équilibrer les dynamiques et de combler les retards ? Nous proposons de pousser le diagnostic sur des déterminants amont au développement de l'économie de proximité, en mobilisant des indicateurs nouveaux.

L'activité de la proximité est-elle à la hauteur du nombre de clients sur place ?

La réponse évidente est pleine de chausse-trappes : les clients des activités de proximité sont les gens qui sont sur place et disposés à acheter des biens et des services comme le pain ou une consultation de médecine. Qui sont ces gens ? Les habitants bien sûr, mais pas seulement. En réalité, bien que la statique ramène habituellement le nombre de consommateurs potentiels au nombre d'habitants mesurés par le recensement de la population réalisé par l'Insee, les choses sont beaucoup plus compliquées :

- Les habitants ne passent pas leur vie sur place. Dans certains territoires, plus de la moitié des actifs travaillent à l'extérieur de leur EPCI, donc 4 à 5 jours par semaine tout au long de la journée. Ils mangent le midi sur le lieu de travail et font les courses en rentrant, ils se font coiffer, fréquentent des équipements de loisir, vont chez le médecin depuis leur lieu de travail. Les données « résidents administratifs » ne rendent pas compte de la concentration des gens autour de leur lieu de travail au long de la semaine ou du temps que passent les retraités hors de leur logement.
- A l'inverse, les statistiques du recensement ne rendent pas non plus compte de la densité des touristes, d'actifs en voyage d'affaire ou des résidents secondaires qui passent du temps dans leur deuxième maison. Or pour chacun de ces « touristes » présent, c'est autant de possibilité de consommation de biens et de services de proximité.

C'est pourquoi nous proposons dans cette étude et dans les programmes de travail suivant, de mesurer la densité des emplois de proximité, à la fois à la population recensée dans les EPCI, mais aussi à la quantité de personnes présentes réellement sur ces territoires, en exploitant de nouvelles bases de données fondées sur la localisation des téléphones portables des habitants et des touristes.

A quoi ça sert ?

Cette mesure donne une situation de départ aux territoires. Ceux qui veulent développer le nombre de clients pour les entreprises de proximité peuvent faire le choix de développer la démographie locale, d'attirer des populations voisines le temps d'une journée de temps en temps ou de déployer des ambitions en matière de tourisme. Ce sont trois moyens différents pour arriver à un résultat quasi identique : augmenter le temps passé par des personnes sur le territoire.

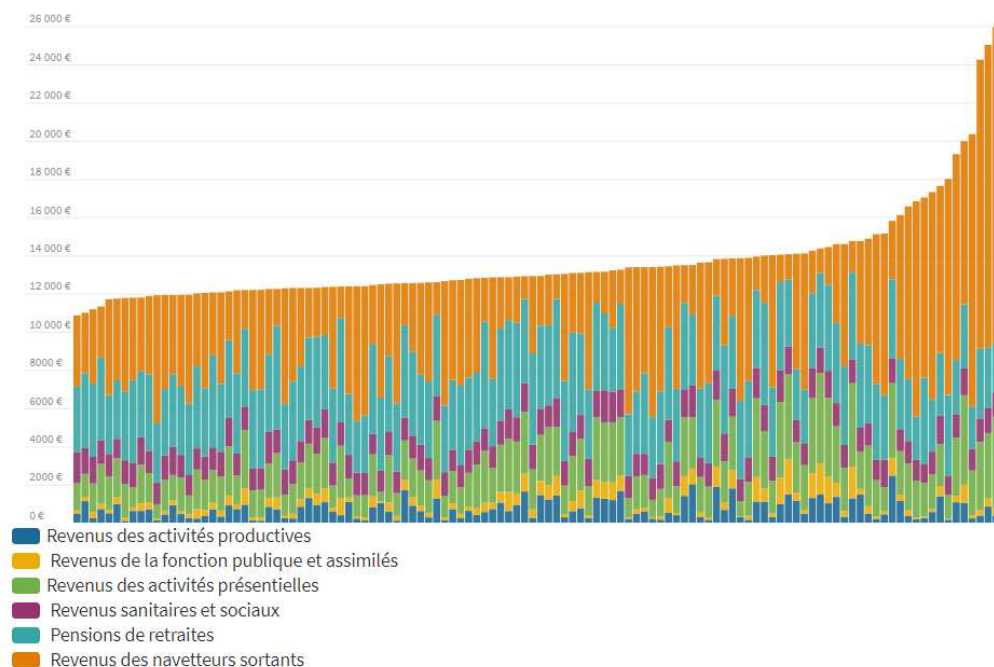
La politique « des présents » peut aussi s’anticiper : Un EPCI dont la population active travaille à l’extérieur peut anticiper une croissance du temps passé par ces habitants à mesure que le télétravail et la retraite concernera un nombre croissant de sa population.

Chaque territoire dispose-t-il des mêmes capacités à consommer des biens et des services ?

Même si les habitants ne sont pas les seuls consommateurs de biens et services offerts par l’économie de proximité, ils constituent une base d’activité importante. Mais leur capacité à consommer ne dépend pas seulement de leur présence. Elle dépend aussi de leur niveau de vie. Or le niveau de vie des habitants varie d’un EPCI à l’autre.

Figure 38 : Niveau moyen et nature des revenus des habitants dans les 116 EPCI.

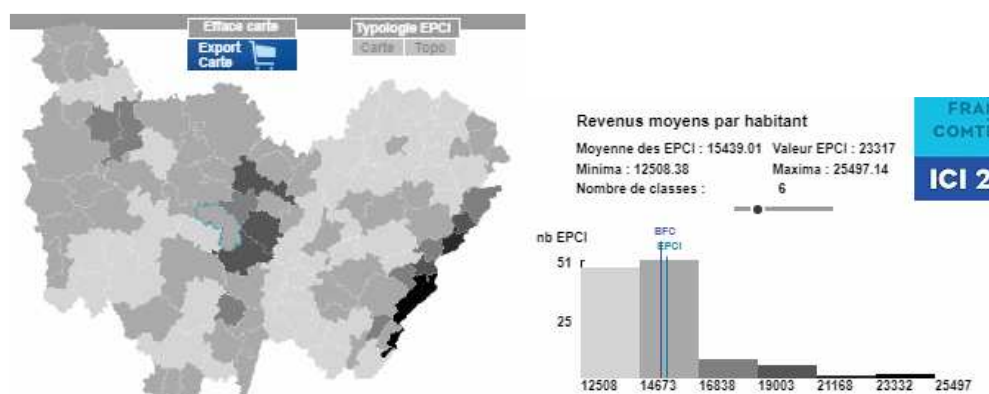
Données DGFIP 2016. Traitement EMFOR &AER 2019. Rapporté à un habitant moyen en € annuels.



On peut mesurer le nombre d’emplois de proximité d’un EPCI au regard du niveau de vie de ses habitants.

Figure 39 : Niveau moyen et nature des revenus des habitants dans les 116 EPCI.

Données DGFIP 2016. Traitement EMFOR &AER 2019. Rapporté à un habitant moyen en € annuels.



A quoi ça sert ?

Cette mesure donne une situation de départ aux territoires et permet d’anticiper l’évolution des revenus territoriaux. Par exemple le passage de la population active à retraitée s’accompagne d’une croissance du temps passé, mais aussi d’une baisse du niveau de revenus.

Action publique : comment différencier les politiques territoriales ?

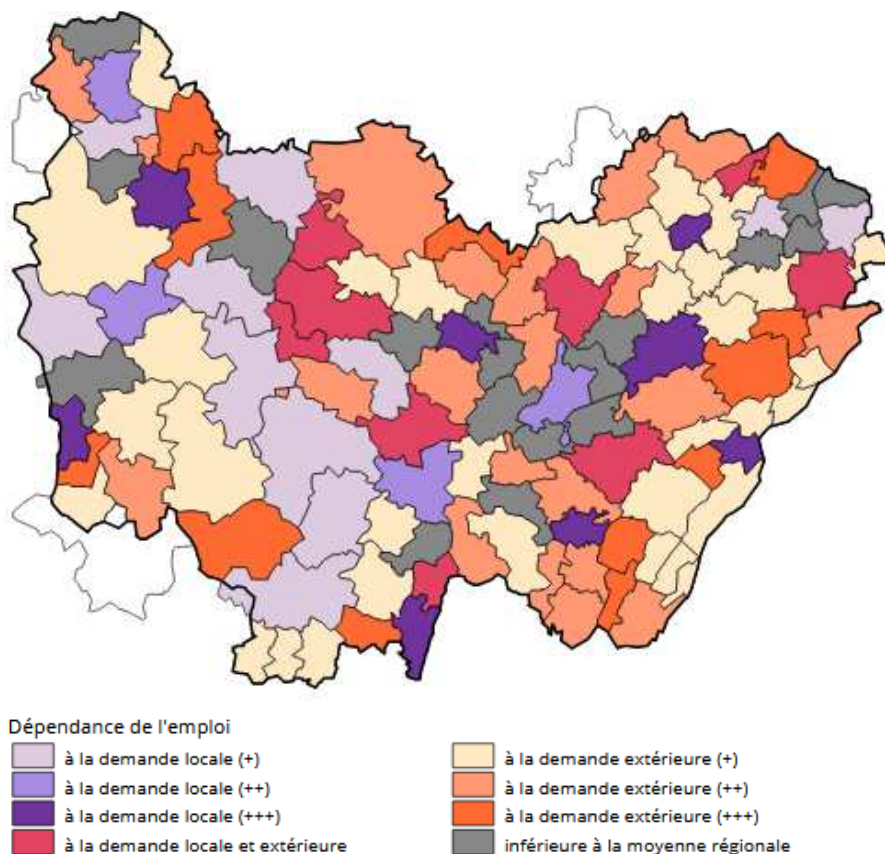
La recherche pragmatique de plus d’efficacité et la volonté de produire des réponses plus proches du terrain implique d’engager l’action publique vers davantage de différenciations territoriale³. Concrètement il s’agirait de disposer d’une boîte à outil d’actions, mais de privilégier celles qui correspondent aux besoins précis du territoire. Mais sur quel critère définir les différences d’un territoire à l’autre ? C’est ici que l’approche par le degré d’ouverture de l’économie locale à la mondialisation peut s’avérer très utile. Quoi de plus différent qu’une économie locale assise sur la satisfaction des biens et des services à la population et une économie locale dont 40% des revenus sont réalisés avec des activités intégrées à la mondialisation ? Dans le premier cas, le développement de l’économie et de l’emploi dépend de la démographie, dans le second, il dépendra de la position des activités universelles dans

³ CESER Bourgogne-Franche-Comté. Dynamiques territoriales : Quelles combinaisons gagnantes ? Rapporteur : Annick Guyénot. Octobre 2017.

les chaînes de valeur mondiales. Dans le premier cas, il faudra expertiser l'évolution démographique, les zones de chalandises et l'appareil économique de proximité, dans le second, il faudra comprendre et anticiper les évolutions d'un marché international et d'un secteur (comme l'automobile et l'enjeu de mutation technologique auquel il est confronté). Dans les faits, les différences de modèle économiques sont importantes d'un EPCI à l'autre. L'Insee les détaille dans une carte qui peut constituer une référence dans le travail de différenciation des politiques territoriales.

Figure 40 : Dépendance des économies locales

Typologie des intercommunalités selon que leur emploi dépend davantage de la demande locale ou de la demande extérieure. Source Insee INA 77. Octobre 2020.



➤ **Premier critère de différenciation : Territoires spécialisé ou territoire équilibré ?**

L'Insee distingue les EPCI qui sont assis essentiellement sur la demande intérieure (économie de proximité) et ceux qui le sont sur la demande extérieure (économie universelle). Mais le travail met aussi en avant une troisième catégorie composée par les EPCI qui disposent d'un modèle plus équilibré : « *Enfin, certains territoires*

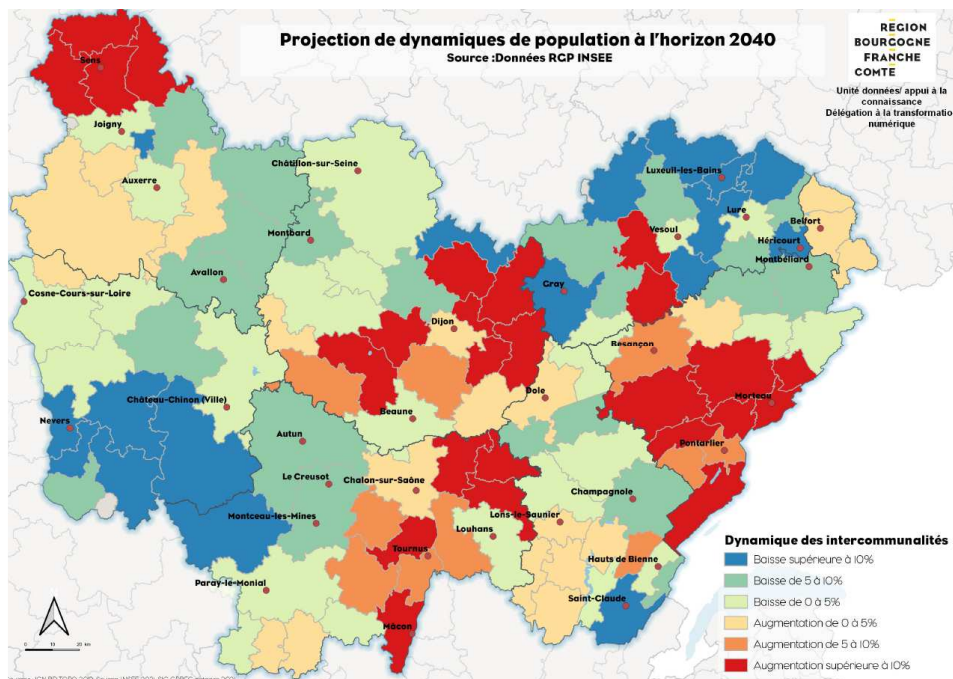
présentent une double exposition, à savoir une certaine dépendance à la demande locale et une dépendance, souvent un peu plus marquée à la demande extérieure. Les intercommunalités davantage isolées, loin de l'influence des grands pôles d'emplois sont les plus concernées. L'économie locale y est plus aut centrée et le nombre d'emplois dits de proximité proche de la valeur régionale, car les besoins quotidiens des consommateurs sont satisfaits localement. Parallèlement, l'appareil productif de ces territoires est tourné vers l'industrie ou l'agriculture. C'est notamment le cas des intercommunalités de Luxeuil, de Gray, de Montbéliard, de Poligny, de Beaune ou encore de Montbard. Ces zones sont à la fois des pôles d'équipement de proximité pour leurs habitants et ceux des territoires voisins et des pôles d'emplois très spécialisés. Se positionner sur des activités rares et tournées vers l'extérieur, notamment en termes de qualification des emplois, peut être une vraie opportunité, et l'ouverture vers des marchés extérieurs est aussi une source de richesse ». Sous cet éclairage, un modèle d'équilibre économique se dessine dans les territoires et sa géographie n'est pas celle des grandes villes. On fait ici la différence entre territoires qui concentrent les emplois (parfois au prix d'une forte spécialisation, et territoires qui possèdent les deux familles d'emploi de façon proportionnée.

➤ **Deuxième critère de différenciation : des spécialisations perdantes ou gagnantes ?**

Le pari de l'économie de proximité comme levier de croissance territoriale n'est pas le même dans tous les territoires : Dans un EPCI dont l'emploi est assis à 85% sur l'économie de proximité et dont les projections démographiques à 20 ans sont négatives, quelle est la perspective réelle de développement de l'emploi ? Il ne suffit donc pas de mesurer les déséquilibres proximité/universel pour différencier les diagnostics, on peut aussi mettre ces différences en rapport avec les projections démographiques locales et repérer les territoires les plus fragiles, ceux dans lesquels l'apport d'activité universelle est plus important qu'ailleurs. Très concrètement, si le nombre d'emploi de proximité reste stable pour 100 habitants, une baisse de 10% de la population signifiera une baisse de 10% de l'emploi de proximité.

Figure 41 : Projection de population en 2040 par EPCI

Source Insee OMPHALE traitement Conseil régional.

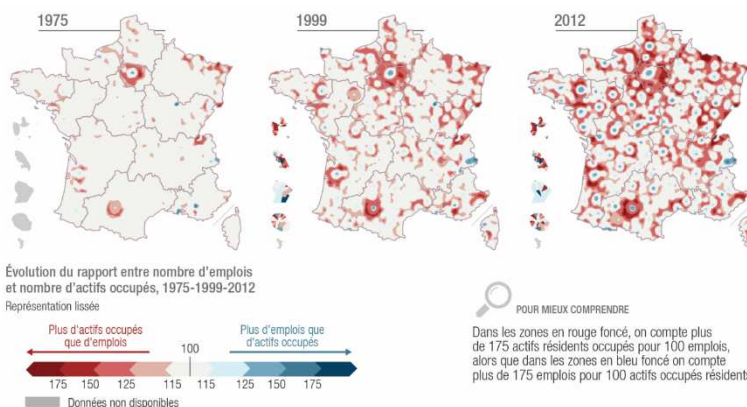


➤ **Troisième différence : le territoire peut-il tirer profit de coopérations avec les territoires voisins ?**

Il faut se méfier des analyses géographiques trop statiques. Les habitants bougent tous les jours, notamment pour aller chercher du travail ailleurs. C'est même une caractéristique de l'époque.

Figure 42 : Une dissociation croissante entre lieux de résidence et lieux de travail.

Source : Insee, RP 1075 – 2012. Réalisation CGET 2016.



Certains territoires qui possèdent peu d'emploi ou des modèles très déséquilibrés concentrent parfois des populations d'actifs qui vont travailler ailleurs, pourvu que les bassins voisins soient dynamiques. On n'a donc pas tout dit de l'économie d'un territoire si l'on décrit ses emplois mais si l'on ne s'intéresse pas à l'endroit où ses habitants vont travailler. Les économies territoriales sont imbriquées à celles de leurs voisins et on peut le mesurer. C'est très visible dans le péri-urbain . Un observateur un peu pressé pourrait affirmer trop vite que la rareté de l'emploi caractérise une économie en crise. En réalité, la plupart de ces territoires présentent des niveaux de revenus très importants parce que les habitants vont travailler dans la ville centre. Ce principe vaut aussi pour les villes moyennes. Certes, leur économie dépend des questions d'équilibre interne de l'emploi (universel/proximité), de dynamiques démographiques pour la clientèle de l'économie de proximité ou du positionnement des filières universelles dans les chaînes de valeur mondiales, mais pas seulement : la façon dont les habitants de ce territoire accèdent ou non aux emplois qui sont extérieurs à l'EPCI détermine le développement de leur EPCI.

ANNEXES

Annexe 1 Méthode de détermination des 7 types d'EPCI

EPCI pôle régional : Ce sont les EPCI centre des deux grandes aires urbaines de la région (Dijon et Besançon). Ces aires urbaines se distinguent des autres par le nombre d'habitants, mais aussi par la nature des fonctions de commandement (Préfectures, services de l'Etat, Conseil régional) et de services (hospitalier, universitaires, commerciaux) qu'elles exercent et qui déterminent des différences dans la structure de leur emploi. Enfin, elles apportent une offre de services post-bac sans équivalent dans la région.

EPCI Pôle urbains : Ce sont les EPCI au centre des aires urbaines les plus importantes de la région. En France, selon la définition qu'en donne l'Insee, un pôle urbain est une unité urbaine offrant au moins 10 000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

EPCI Pôle médian : Ce sont les EPCI des aires urbaines de taille plus modeste dans la région. Les EPCI « pôle Médian » sont ceux dont les Aires Urbaines correspondant à la définition Insee des petits pôles et pôles moyens, c'est-à-dire ceux dont l'Unité Urbaine centre contient moins de 10 000 emplois et qui ne sont pas situés dans la couronne d'un autre pôle.

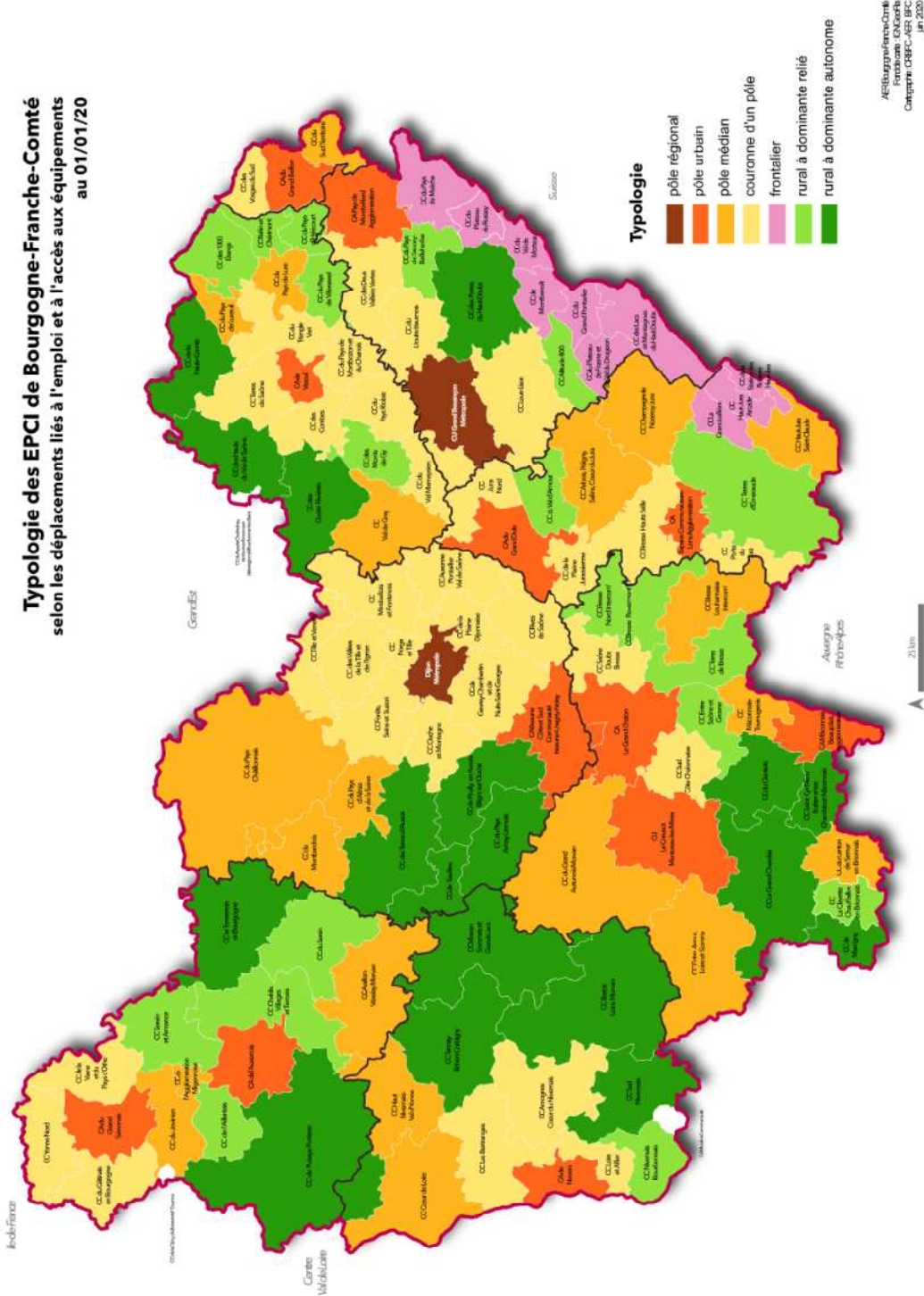
EPCI couronne d'un pôle : Ce sont les EPCI intégrés dans les Aires Urbaines d'un pôle plus important et dont l'activité dépend de ce pôle (navetteurs, services...). Dans le détail, cette catégorie est constituée d'EPCI dans lesquels la majorité de la population vit dans une commune dont une forte part de la population va travailler dans l'EPCI « pôle ».

EPCI Frontalier : Ce sont les EPCI dont les revenus dépendent des navettes effectuées à l'étranger (en Suisse) par la majorité des actifs. Dans le détail, ce sont les EPCI où au moins 20 % des actifs (en emploi) travaillent en Suisse. Elle a été sortie de cette catégorie pour des raisons de continuité géographique de la bande frontalière.

EPCI rural à dominante relié : Est qualifié de « rural » un EPCI dans lequel la plus grande partie de la population vit dans une commune située en dehors d'une aire urbaine (définition Insee 2019). Parmi les EPCI « ruraux », la catégorie « à dominante reliée » regroupe ceux dont plus de 50% des actifs occupant un emploi travaillent à l'extérieur de l'EPCI.

EPCI rural à dominante autonome : Est qualifié de « rural » un EPCI dans lequel la plus grande partie de la population vit dans une commune située en dehors d'une aire urbaine (définition Insee 2019). Parmi les EPCI « ruraux », la catégorie « à dominante autonome » regroupe ceux dont plus de 50% des actifs occupant un emploi travaillent dans l'EPCI.

Typologie des EPCI de Bourgogne-Franche-Comté selon les déplacements liés à l'emploi et à l'accès aux équipements au 01/01/20



Annexe 2 : Méthode de détermination des emplois G1, G2, G4 et G4. (Insee 2020)

Analyse de la distribution de l'emploi en NAF700 par zone d'emploi

Les travaux de Frocrain & Giraud sur la question des emplois abrités et exposés, constituent le point de départ de cette étude. La nomenclature qu'ils proposent, basée sur les regroupements de la nomenclature d'activité 2008, a pour objectif de dépasser l'idée largement répandue que les activités exposées à la concurrence étrangère correspondent aux secteurs primaires et secondaires, supposant implicitement que les services sont non-échangeables.

D'après leurs travaux, le **secteur exposé** correspond aux activités de biens et de services pouvant être produits dans un pays/territoire et consommées dans un autre. Dans le cas particulier du tourisme, ce sont les consommateurs étrangers qui se déplacent. Ainsi les emplois du secteur exposé sont en concurrence avec des emplois situés dans d'autres pays. Ces emplois tendent à se concentrer géographiquement afin de profiter d'économies d'échelle, de l'accès aux infrastructures de transport ou à certaines matières premières. À l'inverse, le **secteur abrité** produit pour satisfaire exclusivement la demande intérieure/locale. Les emplois de ce secteur ne sont en concurrence qu'avec des emplois implantés dans le même pays, voire dans la même ville. Ces activités sont spatialement beaucoup plus dispersées que les activités exposées, puisqu'elles servent à des clients locaux. Elles ont tendance à suivre la répartition de la population et des revenus.

Pour mesurer la propension qu'à une activité à se disperser ou à se concentrer sur certains territoires, l'**indice de Gini** est l'indicateur adapté.

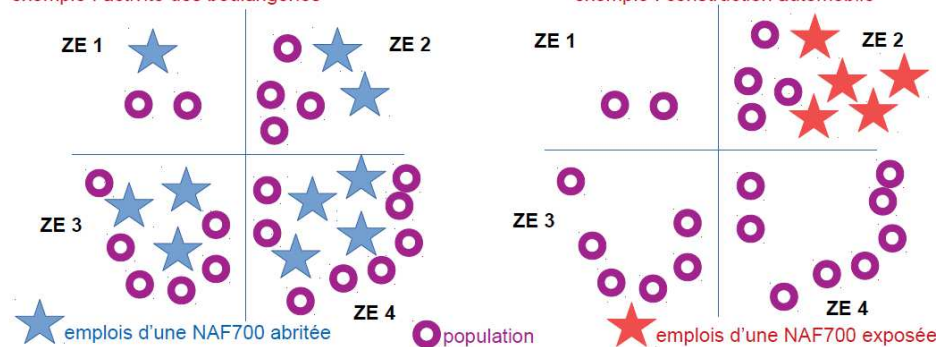
Les travaux de Frocrain et Giraud ont permis de mesurer la répartition des emplois au niveau des divisions de la NAF (88 postes) (données du recensement de la population 2012) en fonction de la demande adressée (données de la comptabilité nationale – RP – Filosofi). Elle a permis de produire la nomenclature des activités exposées et abritées en annexe 1. La difficulté de cette méthode pour le niveau régional, notamment quand on observe l'activité des intercommunalités, est que la NAF88 paraît encore trop agrégée. Certaines classes sont affectées à tort dans la même catégorie que leur division ce qui pose problème quand on analyse de petits territoires, avec peu d'emplois. On pourra citer l'exemple classique des boulangeries, classées comme « exposées à la concurrence » car il s'agit d'une activité de la division « 10. Fabrication de produits alimentaires » qui est globalement une activité exposée.

La méthode proposée ci-dessous a pour objectif de fournir une nomenclature des emplois exposés/abrités basée sur un niveau plus fin de la NAF. Les calculs réalisés par Frocrain et Giraud n'ont pas pu être reproduits à l'identique car les données de la comptabilité nationale ne sont pas disponibles à un niveau plus détaillé qu'à 88 postes. De ce fait, le calcul de l'indice de Gini a été ici simplifié, et réduit à l'estimation de la répartition des emplois simplement par rapport à la population. Par rapport à l'approche de Frocrain et Giraud, il ne prend plus compte l'hétérogénéité spatiale de la consommation des entreprises, mais seulement celle des ménages. Pour chaque sous-classe de la NAF (732 postes), la répartition des emplois correspondants a donc été étudiée selon la population des ZE.

Lien entre répartition spatiale des emplois et de la population, indice de Gini, emplois exposés et abrités

Gini proche de zéro, l'activité est abritée
exemple : activité des boulangeries

Gini proche de 1, l'activité est exposée
exemple : construction automobile



Ce calcul permet de mesurer très simplement le lien qu'à une activité avec la population locale. Il permet de déterminer les activités qui sont complètement dépendantes de la présence d'habitants. Inversement, il permet de repérer les activités qui se développent indépendamment de la démographie, donc liées à d'autres facteurs, purement logistiques et économiques.

Répartition des activités de la NAF700 en 4 classes

Les indices de Gini obtenus pour les 732 sous-classes de la NAF ont été répartis en 4 groupes tenant compte de la distribution des valeurs (méthode de découpage en classe selon Jenks et kmeans convergentes).

Le 1er groupe réunit les activités dont le Gini est faible (inférieur à 0,34), ce qui signifie que pour ces activités, la répartition de l'emploi est très proche de celle de la population. On peut considérer que ce groupe réunit des activités totalement « abritées ». Elles représentent près de 650 000 emplois en Bourgogne-Franche-Comté, avec en tête au niveau NAF732, les emplois de fonction publique générale, l'enseignement primaire et secondaire, les hypermarchés et supermarchés, la restauration traditionnelle, l'action sociale, les salons de coiffures, les boulangeries.

Ce 1er groupe concentre les activités destinées à satisfaire exclusivement les consommateurs locaux. L'évolution des emplois appartenant à cette catégorie est un bon baromètre pour juger des retombées économiques liées à la consommation de la population dans un territoire.

Le 2e groupe réunit des activités qui sont encore souvent liée à la présence de population, donc davantage abritée qu'exposées, mais correspondent à des activités plus « rares » pour certains territoires. On peut citer l'enseignement supérieur, les cabinets d'architecture, les transports ferroviaires, l'hôtellerie. Dans cette classe, apparaissent deux types d'activités de l'industrie manufacturière, celles liées à la fabrication de produits métalliques hors machines et équipements et à l'imprimerie. Cette classe regroupe 200 000 emplois en Bourgogne-Franche-Comté.

Ce deuxième groupe est le plus difficile à analyser. Il regroupe davantage des emplois liés à un certain niveau de service pour sa population et pour les populations environnantes. Il sera davantage présent dans les grandes intercommunalités. Il correspond à des emplois abrités « rares ». Il peut difficilement être assimilés à un groupe d'emplois exposés.

Le 3e groupe réunit des activités davantage exposées, peu liées à la présence de la population. La plupart des activités agricoles entrent dans cette catégorie, notamment l'élevage de bovins, la culture céréalière. La moitié des activités de l'industrie manufacturière sont présentes dans cette classe, notamment les équipementiers de l'automobile et l'industrie pharmaceutique. Le commerce de gros y est présent. Pour l'administration, les services de la défense font également partie de cette classe.

Le 4e groupe concentre les activités les moins liées à la présence de la population, donc les plus exposées. Les deux plus grandes activités en Bourgogne-Franche-Comté de cette catégorie sont la construction de véhicule automobile et la culture de la vigne. On trouve aussi la sidérurgie, l'horlogerie et plusieurs activités des IIA.

Les 3e et 4e groupe correspondent clairement à des emplois exposés, à différents degrés de concentration sur le territoire.

Répartition des emplois au lieu de travail en Bourgogne-Franche-Comté en 2016, selon leur lien à la population et l'activité

A10	Libellé A10	1. Liée à la population ++	2. Liée à la population +	3. Liée à la population -	4. Liée à la population --	Total Résultat
A	Agriculture, sylviculture et pêche	0%	1%	24%	15%	46 200
BE	Industrie manufacturière, industries extractives et autres	2%	16%	49%	83%	179 000
F	Construction	9%	5%	0%	0%	67 800
G	Commerce, réparation d'automobile et motocycles	15%	16%	6%	0%	137 300
H	Transports et entreposage	4%	11%	1%	1%	51 100
I	Hébergement et restauration	4%	6%	0%	0%	36 400
J	Information et communication	0%	3%	4%	0%	12 300
K	Activités financières et d'assurance	1%	9%	1%	0%	25 000
L	Activités immobilières	1%	1%	0%	0%	11 100
MN	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	9%	16%	5%	0%	96 700
OQ	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	51%	9%	8%	0%	362 900
RU	Autres activités de services	5%	8%	1%	0%	49 400
	Total	650 700	208 300	140 100	76 400	1 075 400

Source : Insee, recensement de la population 2016

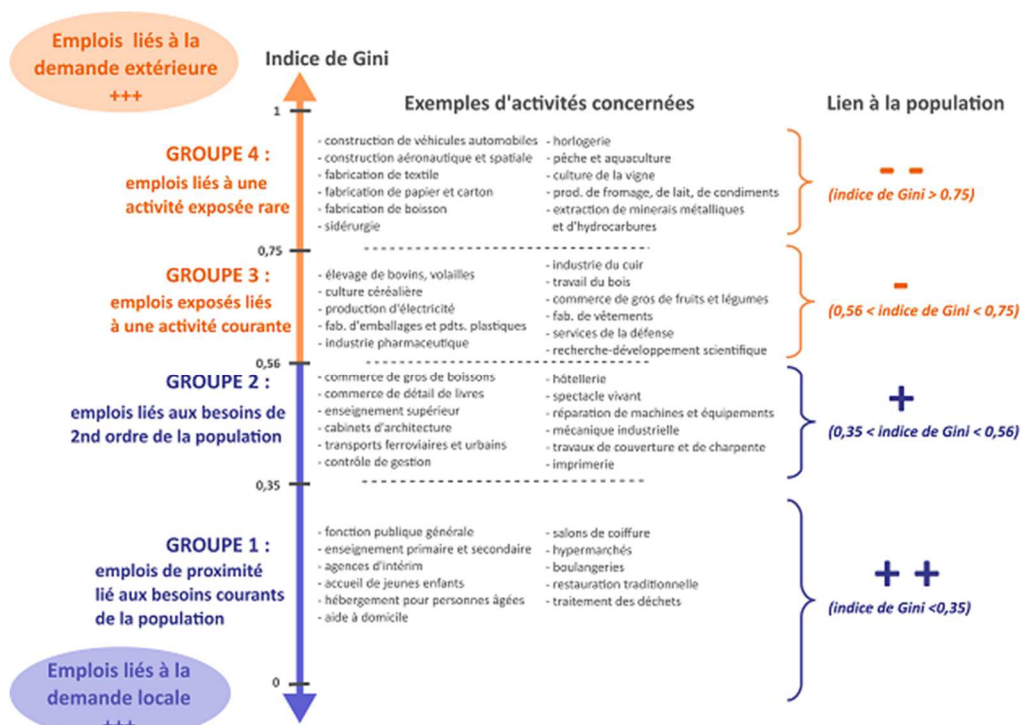
En résumé :

Les travaux de Frocraïn & Giraud ([pour en savoir plus](#)) sur la question des emplois abrités et exposés, constituent le point de départ de cette étude. D'après leurs études, le secteur exposé correspond aux activités de biens et de services pouvant être produits dans un pays ou territoire et consommées dans un autre. Ainsi les emplois du secteur exposé sont en concurrence avec des emplois situés dans d'autres territoires. Ces emplois tendent à se concentrer géographiquement afin de profiter d'économies d'échelle, de l'accès aux infrastructures de transport ou à certaines matières premières. À l'inverse, le secteur abrité produit pour satisfaire exclusivement la demande intérieure et locale. Les emplois de ce secteur ne sont en concurrence qu'avec des emplois implantés dans la même zone. Ces activités sont spatialement beaucoup plus dispersées que les activités exposées, puisqu'elles servent à des clients locaux. Elles ont tendance à suivre la répartition de la population et des revenus. Les travaux des deux chercheurs se sont notamment appuyés sur les données du recensement de la population pour estimer l'emploi et de la comptabilité nationale pour estimer la demande adressée aux ménages et aux entreprises. Ces dernières ne sont disponibles qu'à un niveau agrégé de la Nomenclature d'Activité Française (NAF rév. 2) en 88 postes.

La présente étude a pour objectif de mesurer le lien entre la répartition de l'emploi et la répartition de la population à un niveau plus détaillé de la NAF. Les données du

recensement de la population ont ainsi été utilisées pour disposer de l'emploi selon les 732 postes de la NAF. Les répartitions des emplois et de la population par zone d'emploi ont été comparées à l'aide d'un indice de Gini pour ces 732 activités. Ce calcul permet in fine de mesurer simplement la dépendance d'une activité à la présence de la population locale. Ce lien est représenté par un indice compris entre 0 et 1. Plus l'indice est proche de 0, plus la répartition de l'emploi correspond à celle de la population sur le territoire, synonyme que l'emploi dépend essentiellement de la demande locale. À l'inverse, un indice proche de 1 signifie que la répartition de l'emploi ne dépend pas de la répartition de la population, donc dépend davantage de la demande extérieure. Les indices de Gini ainsi obtenus pour les 732 sous-classes ont été hiérarchisés et répartis en 4 groupes d'emplois (**figure encadré**), du groupe ayant les indices les plus faibles, à ceux ayant les indices les plus élevés. Les groupes se distinguent ainsi les uns des autres par leur lien avec la demande locale ou la demande extérieure.

Les activités de la NAF peuvent être réparties en 4 groupes selon leur lien avec la demande locale



• Source : Insee, RP 2016 (enquêtes annuelles de recensement de la population de 2014 à 2018)

Liste des Secteurs d'activité (NAF 732) référencés dans la catégorie G1
(Economie de grande proximité)

Agriculture, sylviculture et pêche

0119Z Autres cultures non permanentes
0149Z Élevage d'autres animaux

Industries extractives

0812Z Exploit. gravière & sabl., extr. argile

Industries alimentaires

1071C Boulangerie et boulangerie-pâtisserie

Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution

3600Z Captage, traitement & distribution d'eau
3700Z Collecte et traitement des eaux usées
3811Z Collecte des déchets non dangereux
3832Z Récupération de déchets triés

Construction

4120A Construction de maisons individuelles
4120B Construction d'autres bâtiments
4211Z Construction de routes et autoroutes
4312A Travaux de terrassement courants
4321A Travaux instal. électriq. ds tous locaux
4322A Travaux instal. eau & gaz en tous locaux
4322B Travaux instal. éqpt thermique & clim.
4331Z Travaux de plâtrerie
4332A Travaux de menuiserie bois et PVC
4332B Travaux menuiserie métal. & serrurerie
4333Z Travaux revêtement des sols et des murs
4334Z Travaux de peinture et vitrerie
4339Z Autres travaux de finition
4399C Trav. maçon. gle & gros oeuvre bâtiment
4399D Aut. travaux spécialisés de construction

Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles

4511Z Comm. de voiture & véhicule auto. léger
4520A Entretien & répar. véhicule auto. léger
4531Z Commerce de gros d'équipement automobile
4532Z Commerce de détail équipement automobile
4540Z Commerce et réparation de motocycles
4619B Autre interm. commerce en prodts divers
4673A Com. gros bois & matériaux construction
4673B Cg appareil sanitaire & prod. décoration
4711B Commerce d'alimentation générale
4711C Supérettes
4711D Supermarchés
4711F Hypermarchés

Hébergement et restauration

5610A Restauration traditionnelle
5610C Restauration de type rapide
5621Z Services des traiteurs

5630Z Débits de boissons

Activités financières et d'assurance

6619A Support juridiq. gest. patrimoine mobil.

6622Z Act. des agents & courtiers d'assurances

Activités immobilières

6820A Location de logements
6820B Location terrain & autre bien immobilier
6831Z Agences immobilières

Activités spécialisées, scientifiques et techniques

6910Z Activités juridiques
6920Z Activités comptables
7112A Activité des géomètres
7120A Contrôle technique automobile
7500Z Activités vétérinaires

Activités de services administratifs et de soutien

7732Z Loc. & loc.-bail mach. & éqpt pr constr.
7820Z Activ. des agences de travail temporaire
8121Z Nettoyage courant des bâtiments
8122Z Aut. act. nettoyage bâtim. & nett. ind.
8130Z Services d'aménagement paysager
8219Z Photocopie & aut. act. spé. sout. bureau

Administration publique

8411Z Administration publique générale
8412Z A. p. santé form. cult. & soc. (sf sécu)
8413Z Adm. publique des activités économiques
8424Z Activités d'ordre public et de sécurité
8425Z Services du feu et de secours
8430A Activités générales de sécurité sociale

Enseignement

8510Z Enseignement pré-primaire
8520Z Enseignement primaire
8531Z Enseignement secondaire général
8532Z Enseignem. secondaire techn. ou profess.
8552Z Enseignement culturel
8553Z Enseignement de la conduite
8559A Formation continue d'adultes
8559B Autres enseignements

4719B Autres comm. détail en magasin non spéc.
 4722Z Com. dét. viande & prdt avec viande (ms)
 4724Z Comm. dét. pain pâtiss. & confiser. (ms)
 4726Z Comm. dét. produit à base de tabac (ms)
 4729Z Aut. com. détail alim. en mag. spéciali.
 4730Z Comm. détail carburant en mag. spéciali.
 4751Z Com. dét. textiles en magasin spécialisé
 4752A Com. dét. quinc. pein. etc. (mag.<400m2)
 4752B Com. dét. quinc. pein. etc. (mag.>400m2)
 4754Z Comm. dét. appareil électroménager (ms)
 4759A Commerce de détail de meubles
 4759B Comm. détail autres équipements du foyer
 4764Z Com. dét. articles de sport en mag. spé.
 4765Z Com. dét. jeux & jouets en mag. spéciali.
 4771Z Com. dét. habillement en mag. spécialisé
 4772A Commerce de détail de la chaussure
 4773Z Comm. dét. produits pharmaceutiques (ms)
 4774Z Com. dét. art. médicaux & orthopéd. (ms)
 4775Z Com. dét. parfumerie & prodt beauté (ms)
 4776Z Com. dét. fleur plante anim. cie + alim.
 4777Z Com. dét. art. horlogerie & bijout. (ms)
 4778A Commerces de détail d'optique
 4778C Autre commerce détail spécialisé divers
 4781Z Cd alimentaire sur éventaire & marché
 4789Z Aut. com. dét. sur éventaire & marchés
 4799A Vente à domicile
 4799B Vente par automate, aut. cd hors magasin

Transports et entreposage

4939A Transport routier régulier de voyageurs
 4941A Transports routiers de fret interurbains
 4941B Transports routiers de fret de proximité
 5310Z Activ. poste (obligation sce universel)

Santé humaine et action sociale

8610Z Activités hospitalières
 8621Z Activité des médecins généralistes
 8622A Act. radiodiagnostic et de radiothérapie
 8622C Autre activité des médecins spécialistes
 8623Z Pratique dentaire
 8690A Ambulances
 8690B Laboratoires d'analyses médicales
 8690D Act. des infirmiers et des sages-femmes
 8690E Act. rééduc. appareillage. & pédic.-podo.
 8690F Activités de santé humaine nca.
 8710A Hébergt médicalisé pour personnes âgées
 8710B Hébergt médicalisé pr enfants handicapés
 8720A Hébrgt soc. hand. mental & malade mental
 8730A Hébergement social pour personnes âgées
 8790A Hébergt social pr enfants en difficultés
 8790B Hébrgt soc. adult., famille en difficulté
 8810A Aide à domicile
 8810C Aide par le travail
 8891A Accueil de jeunes enfants
 8899B Action sociale sans hébergement n.c.a.

Arts, spectacles et activités récréatives

9311Z Gestion d'installations sportives
 9312Z Activités de clubs de sports
 9329Z Autres activités récréative & de loisirs

Autres activités de services

9499Z Aut. org. fonctionnant par adhé. volont.
 9511Z Répar. ordinateur & équipt périphérique
 9529Z Répar. aut. biens personnel & domestique
 9601B Blanchisserie-teinturerie de détail
 9602A Coiffure
 9602B Soins de beauté
 9603Z Services funéraires
 9609Z Autres services personnels n.c.a.

Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre

9700Z Act. ménage: empl. de person. domestique

Liste des Secteurs d'activité (NAF 732) référencés dans la catégorie G2
(Economie de proximité de dimension régionale)

Source Insee BFC INA 70 . Octobre 2020.

Agriculture, sylviculture et pêche

0119Z Autres cultures non permanentes
0149Z Élevage d'autres animaux

Industries extractives

0812Z Exploit. gravière & sabl., extr. argile

Industrie manufacturière

1013B Charcuterie
1071B Cuisson de produits de boulangerie
1071D Pâtisserie
1812Z Autre imprimerie (labeur)
1813Z Activités de pré-presse
2361Z Fab. élément en béton pour la construct.
2363Z Fabrication de béton prêt à l'emploi
2370Z Taille, façonnage & finissage de pierres
2511Z Fab. structure métal. & partie structure
2512Z Fabric. de portes et fenêtres en métal
2561Z Traitement et revêtement des métaux
2562B Mécanique industrielle
3109B Fab. aut. meub. & ind. connexe ameublmnt
3213Z Fab. art. bijout. fantaisie & similaire
3250A Fab. matériel médico-chirurg. & dentaire
3312Z Répar. machine & équipement mécaniques
3314Z Réparation d'équipements électriques
3320A Instal. struct. métal., chaudi. & tuyau.
3320B Instal. machines & équipement mécanique
3320C Instal. eqpts ctrlé des processus indus.
3320D Inst. eqpt élec. électro. optiq. ou aut.

Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné

3513Z Distribution d'électricité
3522Z Distrib. combustible gazeux pr conduites
3530Z Prod. & distrib. vapeur et air condit.

Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution

3821Z Traitmnt & élimin. déchets non dangereux

Construction

4110A Promotion immobilière de logements
4221Z Construction de réseaux pour fluides
4222Z Const. réseaux électriq. & de télécom.

Transports et entreposage

4910Z Transport ferrov. interurbain voyageur
4931Z Transport urbain & suburbain de voyageur
4932Z Transports de voyageurs par taxis
4939B Autres transports routiers de voyageurs
4941C Location de camions avec chauffeur
4942Z Services de déménagement
5210B Entreposage et stockage non frigorifique
5221Z Sces auxiliaires de transport terrestre
5229A Messagerie, fret express
5229B Affrètement & organisation des transp.

Hébergement et restauration

5510Z Hôtels et hébergement similaire
5520Z Hébergé tourist. & aut. hbt courte durée
5590Z Autres hébergements
5610B Cafétérias et autres libres-services
5629A Restauration collective sous contrat
5629B Autres services de restauration n.c.a.

Information et communication

5813Z Édition de journaux
5914Z Projection de films cinématographiques
6110Z Télécommunications filaires
6201Z Programmation informatique
6311Z Traitt donnée, hébergé & activ. connexe

Activités financières et d'assurance

6419Z Autres intermédiations monétaires
6420Z Activités des sociétés holding
6512Z Autres assurances
6619B Aut. aux. sce financ. hs ass. retr. nca.
6621Z Évaluation des risques et dommages

Activités immobilières

6810Z Activité marchands de biens immobiliers
6832A Administrat. immeuble & autre bien immo.

Activités spécialisées, scientifiques et techniques

7010Z Activités des sièges sociaux
7022Z Conseil pr affaire & aut. cons. gestion
7111Z Activités d'architecture

4299Z	Constr. aut. ouvrage de génie civil nca.	7112B	Ingénierie, études techniques
4311Z	Travaux de démolition	7120B	Analyses, essais & inspection technique
4312B	Travaux de terrassement spécialisés	7311Z	Activités des agences de publicité
4329A	Travaux d'isolation	7312Z	Régie publicitaire de médias
4329B	Autres travaux d'installation n.c.a.	7410Z	Activités spécialisées de design
4332C	Agencement de lieux de vente	7420Z	Activités photographiques
4391A	Travaux de charpente	7430Z	Traduction et interprétation
4391B	Travaux de couverture par éléments	7490A	Activ. des économistes de la construction
4399A	Travaux d'étanchéification	7490B	Act. spéc. scientif. & techniq. diverses
4399B	Travaux montage de structure métallique		Activités de services administratifs et de soutien
	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	7711A	Loc. courte durée voit. & v. auto. léger
4519Z	Commerce d'autres véhicules automobiles	7712Z	Location et location-bail de camions
4520B	Entretien & répar. autre véhicule auto.	7729Z	Loc. & loc.-bail aut. bien perso. & dom.
4613Z	Interm. comm. bois & matériaux construc.	7739Z	Loc. & loc.-bail mach., éqpt & bien div.
4618Z	Int. spécialis. comm. aut. prod. spécif.	7830Z	Aut. mise à dispo. de ressource humaine
4634Z	Commerce de gros de boissons	7911Z	Activités des agences de voyage
4638B	Comm. gros alimentaire spécialisé divers	7990Z	Autre serv. réservation & activ. connexe
4639B	Comm de gros alimentaire non spécialisé	8010Z	Activités de sécurité privée
4643Z	Commerce de gros appareil électroménager	8020Z	Activités liées aux systèmes de sécurité
4644Z	Com. gros vaisselle verrerie prod. entr.	8129A	Désinfection désinsectisatn dératisation
4646Z	Comm. gros de produits pharmaceutiques	8129B	Autres activités de nettoyage n.c.a.
4649Z	Commerce gros d'autres biens domestiques	8211Z	Services admin. combinés de bureau
4651Z	Comm. gros ordi. éqpt périph. & logiciel	8230Z	Organisation salon profession. & congrès
4661Z	Commerce de gros de matériel agricole	8299Z	Autre activité de soutien aux entr. nca.
4663Z	Com. gros machine pr extrac., constr. GC		Administration publique
4666Z	Com. gros autre machine & équipt bureau	8423Z	Justice
4669A	Commerce de gros de matériel électrique	8430C	Distribution sociale de revenus
4669B	Com. gros fourniture & équipt ind. div.		Enseignement
4669C	Cg fournit. & équipt div. pr com. & sces	8542Z	Enseignement supérieur
4671Z	Com. gros combustible & produits annexes	8551Z	Enseignmt discipl. sport. & act. loisir.
4672Z	Commerce de gros de minerais et métaux		Santé humaine et action sociale
4674A	Commerce de gros de quincaillerie	8622B	Activités chirurgicales
4674B	Cg fourniture pour plomberie & chauffage	8690C	Centres de collecte et banques d'organes
4675Z	Commerce de gros de produits chimiques	8710C	Hébrgt médic. adul. hand. & aut. ht méd.
4676Z	Commerce gros d'aut. prod. intermédiaire	8810B	Accueil ss hbgt adult. hand., pers. âgée
4690Z	Commerce de gros non spécialisé	8891B	Accueil sans hébrgt d'enfant handicap
4711A	Commerce de détail de produits surgelés	8899A	Aut. accueil sans hébrgt enfants & ado.
4721Z	Com. détail fruit & légume en mag. spéc.	9001Z	Arts du spectacle vivant
4723Z	Comm. détail poisson crustacé etc. (ms)	9002Z	Activités de soutien au spectacle vivant
4725Z	Com. détail boisson en magasin spéciali.	9003A	Création artistique (arts plastiques)
4741Z	Com. dét ordi. un. périph. & logicl (ms)	9003B	Autre création artistique
4742Z	Comm. dét. matériel télécom. (ms)	9004Z	Gestion de salles de spectacles
4743Z	Comm. dét. matériels audio/vidéo (ms)	9101Z	Gestion des bibliothèques & des archives
4753Z	Cd tapis moquette & revêt. mur sol (ms)	9103Z	Gestion site histor. & attraction simil.
4761Z	Comm. dét. livres en magasin spécialisé	9313Z	Activité des centres de culture physique
4762Z	Comm. détail journaux & papeterie (ms)	9319Z	Autres activités liées au sport

4772B	Com. dét. maroquinerie & article voyage	9411Z	Act. organisations patronale & consul.
4778B	Comm. détail de charbons & combustibles	9412Z	Act. des organisations professionnelles
4779Z	Comm. détail biens d'occasion en magasin	9420Z	Activités des syndicats de salariés
4782Z	Cd textiles habillt & chauss. s/marchés	9491Z	Activités des organisations religieuses
4791A	Vente à distance sur catalogue général	9521Z	Réparation prdts électroniq. grd public
4791B	Vente à distance sur catalogue spécialis	9522Z	Répar. électromén. & éqpt maison & jard.
		9523Z	Réparation chaussures & articles en cuir
		9524Z	Réparation meubles & d'équipt du foyer
		9601A	Blanchisserie-teinturerie de gros
		9604Z	Entretien corporel

Liste des Secteurs d'activité (NAF 732) référencés dans la catégorie G3
(Economie universelle courante)

Agriculture, sylviculture et pêche

0111Z	Cult céréale, légumineuse, graine oléag.
0113Z	Cult. légume, melon, racine & tubercule
0124Z	Culture de fruits à pépins et à noyau
0130Z	Reproduction de plantes
0141Z	Élevage de vaches laitières
0142Z	Élevage d'autres bovins et de buffles
0143Z	Élevage de chevaux et d'autres équidés
0147Z	Élevage de volailles
0150Z	Culture et élevage associés
0161Z	Activités de soutien aux cultures
0162Z	Activités de soutien à la prod. animale
0210Z	Sylviculture & autres act. forestières
0220Z	Exploitation forestière
0240Z	Services de soutien à l'expl. forestière
0322Z	Aquaculture en eau douce

Industries extractives

0811Z	Extr. pierre ornement. & construct. etc.
-------	--

Industrie manufacturière

1011Z	Transf. & conserv. viande de boucherie
1013A	Prépa. indust. produits à base de viande
1051A	Fab. de lait liquide & de produits frais
1061A	Meunerie
1071A	Fab. indust. de pain & pâtisserie fraîche
1072Z	Fab. pain, biscuit & pâtiss. de conserv.
1082Z	Fabric. de cacao, chocolat & confiseries
1083Z	Transformation du thé et du café
1085Z	Fabrication de plats préparés
1089Z	Fab. d'autres prod. alimentaires n.c.a.
1105Z	Fabrication de bière
1107B	Production de boissons rafraîchissantes
1392Z	Fab. d'article textile, sauf habillement
1413Z	Fabrication de vêtements de dessus
1419Z	Fabric. autres vêtements et accessoires
1512Z	Fab. art. voyage, maroquin., & sellerie
1610A	Sciage & rabotage bois, sf imprégnation
1610B	Imprégnation du bois
1623Z	Fab. charpentes et autres menuiseries
1624Z	Fabrication d'emballages en bois
1629Z	Fab. objet div. bois, liège, vann., etc.
1721A	Fabrication de carton ondulé
1721B	Fabrication de cartonnages
1729Z	Fab. aut. article en papier ou en carton
1814Z	Reliure et activités connexes
2011Z	Fabrication de gaz industriels
2030Z	Fab. de peinture, vernis, encre & mastic
2041Z	Fab. savon, détergent & prod. entretien

Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles

4611Z	Interm. du comm. en produits agricoles
4612B	Aut. ic comb. mét. minér. & prod. chim.
4614Z	Int. comm. équipt indus., navire & avion
4615Z	Int. comm. meuble, art. ménage & quinc.
4616Z	Int. comm. textile, habillt & assimil.
4617B	Autre ic en denrées, boissons et tabac
4619A	Centrales d'achat non alimentaires
4621Z	Com gros céréal. tab. brt & alim. bétail
4622Z	Commerce de gros de fleurs et plantes
4623Z	Commerce de gros d'animaux vivants
4631Z	Commerce de gros de fruits et légumes
4632A	Commerce de gros de viandes de boucherie
4632C	Commerce de gros de volailles et gibier
4633Z	Com. gros prod. laitier oeuf & mat. grse
4636Z	Com. gros de sucre chocolat & confiserie
4637Z	Comm. gros de café, thé, cacao et épices
4639A	Commerce de gros de produits surgelés
4641Z	Commerce de gros de textiles
4642Z	Commerce gros d'habillement & chaussures
4645Z	Com. gros parfumerie & produit de beauté
4647Z	Com. gros meuble tapis appareil éclaira.
4648Z	Com. gros artic. horlogerie & bijouterie
4652Z	Cg éqpt & composant électron. & télécom.
4662Z	Commerce de gros de machines-outils
4665Z	Commerce de gros de mobilier de bureau
4677Z	Commerce de gros de déchets et débris
4711E	Magasins multi-commerces
4719A	Grands magasins
4763Z	Com. dét. enreg. musicaux & vidéo (ms)

Transports et entreposage

4920Z	Transports ferroviaires de fret
4950Z	Transports par conduites
5030Z	Transports fluviaux de passagers
5210A	Entreposage et stockage frigorifique
5224B	Manutention non portuaire
5320Z	Autres activités de poste et de courrier

Hébergement et restauration

5530Z	Terrain camping & parc pr caravane etc.
-------	---

Information et communication

5811Z	Édition de livres
5814Z	Édition de revues et périodiques
5819Z	Autres activités d'édition
5829A	Édition de logiciel système et de réseau
5829B	Edit. logiciel outil développ. & langage
5829C	Edition de logiciels applicatifs
5911A	Prod. film & prog. pour la télévision

2042Z	Fab. parfum & produit pour la toilette	5911B	Prod. film institutionnel & publicitaire
2059Z	Fabric. autres produits chimiques n.c.a.	5920Z	Enregistrement sonore & édition musicale
2110Z	Fab. de produits pharmaceutiques de base	6010Z	Édition et diffusion de programmes radio
2120Z	Fabric. de préparations pharmaceutiques	6020A	Edition de chaînes généralistes
2219Z	Fabric. d'autres articles en caoutchouc	6120Z	Télécommunications sans fil
2221Z	Fab. plaque, feuille, tube, etc. plast.	6190Z	Autres activités de télécommunication
2222Z	Fab. d'emballage en matière plastique	6202A	Conseil en système & logiciel informati.
2223Z	Fab. élément mat. plasti. pr construct.	6202B	Tierce mainten. syst. & appli. nformati.
2229A	Fab. pièce techniq. base mat. plasti.	6203Z	Gestion d'installations informatiques
2229B	Fab. prod. conso. courante en plastique	6209Z	Autres activités informatiques
2312Z	Façonnage & transformation du verre plat	6312Z	Portails Internet
2341Z	Fab. art. céramiq. usage domest. & déco.	6391Z	Activités des agences de presse
2369Z	Fab. aut. ouvrage béton, ciment, plâtre	6399Z	Autres services d'information n.c.a.
2399Z	Fab. aut. prod. minéraux non métal. nca.		Activités financières et d'assurance
2550B	Découpage, emboutissage	6411Z	Activités de banque centrale
2573A	Fabrication de moules et modèles	6430Z	Fonds placement & entité financ. simil.
2573B	Fabrication d'autres outillages	6491Z	Crédit-bail
2593Z	Fab. art. fil métal., chaîne & ressort	6492Z	Autre distribution de crédit
2599B	Fabric. d'autres articles métalliques	6499Z	Aut. act. finan. hs as. & c. retra. nca.
2612Z	Fab. de cartes électroniques assemblées	6511Z	Assurance vie
2620Z	Fab. ordinateur & équipement périphériq.	6629Z	Aut. act. aux. assur. & caisse retraite
2630Z	Fabric. d'équipements de communication	6630Z	Gestion de fonds
2651B	Fab. instrumentation scientifique. & tech.		Activités immobilières
2712Z	Fab. mat. de distrib. & de cde électri.	6832B	Support juridi. gestion patrimoine immo.
2733Z	Fabric. matériel installation électrique		Activités spécialisées, scientifiques et techniques
2740Z	Fabric. appareils d'éclairage électrique	7021Z	Conseil en relation publique & communic.
2790Z	Fabric. d'autres matériels électriques	7211Z	Recherche-développement en biotechnologie
2812Z	Fab. équipement hydraulique & pneumatiq.	7219Z	R&D : aut. sciences physique & naturelle
2822Z	Fab. matériel de lavage & de manutention	7220Z	R&D en sciences humaines et sociales
2825Z	Fab. équi. aérauliq. & frigorifiq. ind.	7320Z	Études de marché et sondages
2829B	Fab. d'autres machines d'usage général		Activités de services administratifs et de soutien
2893Z	Fab. machine pour l'indus. agro-aliment.	7711B	Loc. longue durée voit. & v. auto. léger
2899B	Fabric. d'autres machines spécialisées	7721Z	Loc. & loc.-bail article loisir & sport
2920Z	Fabrication de carrosseries et remorques	7733Z	Loc. & loc.-bail mach. bur. & mat. info.
2932Z	Fabric. d'autres équipements automobiles	7740Z	Loc-bail propr. intel., sf oeuvre avec ©
3101Z	Fab. de meubles de bureau et de magasin	7810Z	Activ. agence placement de main-d'oeuvre
3102Z	Fabrication de meubles de cuisine	7912Z	Activités des voyagistes
3212Z	Fab. article de joaillerie et bijouterie	8030Z	Activités d'enquête
3220Z	Fabrication d'instruments de musique	8110Z	Act. combinée soutien lié aux bâtiments
3230Z	Fabrication d'articles de sport	8220Z	Activités de centres d'appels
3240Z	Fabrication de jeux et jouets	8291Z	Act. recouv. fac. & info. fin. s/client.

3299Z	Autres activités manufacturières n.c.a.	8292Z	Activités de conditionnement
3311Z	Réparation d'ouvrages en métaux	Administration publique	
3313Z	Répar. matériel électronique & optique	8422Z	Défense
3319Z	Réparation d'autres équipements	8430B	Gestion des retraites complémentaires
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné		Enseignement	
3511Z	Production d'électricité	8560Z	Activités de soutien à l'enseignement
3512Z	Transport d'électricité	Santé humaine et action sociale	
3514Z	Commerce d'électricité	8720B	Hébergement social pour toxicomanes
3523Z	Commerce combustible gazeux par conduite	8730B	Hébergt social pour handicapés physiques
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution		Arts, spectacles et activités récréatives	
3812Z	Collecte des déchets dangereux	9102Z	Gestion des musées
3822Z	Traitmnt & élimination déchets dangereux	9104Z	Gest. jardin bota. & zoo. & réserv. nat.
3831Z	Démantèlement d'épaves	9200Z	Organisation jeux de hasard & d'argent
3900Z	Dépollution & autre sces gestion déchets	9321Z	Act. parcs attractions & parcs à thèmes
Construction		Autres activités de services	
4110C	Promotion immobilière d'autres bâtiments	9492Z	Activités des organisations politiques
4110D	Supports juridiques de programmes	9512Z	Réparation équipements de communication
4212Z	Const. voie ferrée surface & souterraine	9525Z	Répar.articles horlogerie & bijouterie
4213A	Construction d'ouvrages d'art		
4291Z	Construc. ouvrages maritimes et fluviaux		
4313Z	Forages et sondages		
4321B	Travaux instal. électriq. sr voie publi.		
4399E	Location avec opérateur mat. de constr.		

Liste des Secteurs d'activité (NAF 732) référencés dans la catégorie G4
(Economie universelle rare)

Agriculture, sylviculture et pêche

0112Z	Culture du riz	2365Z	Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment
0114Z	Culture de la canne à sucre	2391Z	Fabrication de produits abrasifs
0115Z	Culture du tabac	2410Z	Sidérurgie
0116Z	Culture de plantes à fibres	2420Z	Fab. tube, profilé creux etc. en acier
0121Z	Culture de la vigne	2431Z	Étirage à froid de barres
0122Z	Culture fruits tropicaux et subtropicaux	2432Z	Laminage à froid de feuillards
0123Z	Culture d'agrumes	2433Z	Profilage à froid par formage ou pliage
0125Z	Cult. d'aut. fruits & de fruits à coque	2434Z	Tréfilage à froid
0126Z	Culture de fruits oléagineux	2441Z	Production de métaux précieux
0127Z	Culture de plantes à boissons	2442Z	Métallurgie de l'aluminium
0128Z	Cult. plante aromatiq. médicin. pharma.	2443Z	Métallurgie du Pb, du Zn ou du Sn
0129Z	Autres cultures permanentes	2444Z	Métallurgie du cuivre
0144Z	Élevage de chameaux & d'autres camélidés	2445Z	Métallurgie autres métaux non ferreux
0145Z	Élevage d'ovins et de caprins	2446Z	Élaboration et transform. mat. nucléaire
0146Z	Élevage de porcins	2451Z	Fonderie de fonte
0163Z	Traitement primaire des récoltes	2452Z	Fonderie d'acier
0164Z	Traitement des semences	2453Z	Fonderie de métaux légers
0170Z	Chasse, piégeage et services annexes	2454Z	Fonderie d'autres métaux non ferreux
0230Z	Récolte prodts forestiers non ligneux	2521Z	Fab. radiat. & chaudière pr chauff. ctrl
0311Z	Pêche en mer	2529Z	Fab. aut. réservoir, citerne, etc. métal.
0312Z	Pêche en eau douce	2530Z	Fab. générat. vapeur sf pr chauff. ctrl
0321Z	Aquaculture en mer	2540Z	Fabrication d'armes et de munitions

Industries extractives

		2550A	Forge; métallurgie des poudres
0510Z	Extraction de houille	2562A	Décolletage
0520Z	Extraction de lignite	2571Z	Fabrication de coutellerie
0610Z	Extraction de pétrole brut	2572Z	Fabrication de serrures et de ferrures
0620Z	Extraction de gaz naturel	2591Z	Fab. fût & emballage métalliq. similaire
0710Z	Extraction de minerais de fer	2592Z	Fabric. d'emballages métalliques légers
0721Z	Extr. de minerais d'uranium & de thorium	2594Z	Fabrication de vis et de boulons
0729Z	Extr. aut. minerai de métaux non ferreux	2599A	Fabric. d'articles métalliques ménagers
0891Z	Extr. minéraux chimiq. & engrais min.	2611Z	Fabrication de composants électroniques
0892Z	Extraction de tourbe	2640Z	Fab. produit électronique grand public
0893Z	Production de sel	2651A	Fab. équipement d'aide à la navigation
0899Z	Autres activités extractives n.c.a.	2652Z	Horlogerie
0910Z	Act. de soutien à l'extr. hydrocarbures	2660Z	Fab. éqpt irradi. médic. & électromedic.
0990Z	Act. de soutien aut. indus. extractives	2670Z	Fab. matériel optique et photographique

Industrie manufacturière			
		2680Z	Fab. de supports magnétiques et optiques
1012Z	Transf. & conserv. de viande de volaille	2711Z	Fab. moteur génér. transfo. & mat. élec.
1020Z	Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	2720Z	Fabric. pile & accumulateur électrique
1031Z	Transf. et conserv. de pommes de terre	2731Z	Fabrication de câbles de fibres optiques
1032Z	Préparation de jus de fruits et légumes	2732Z	Fab. aut. fil & câble éltron. ou éltriq.
1039A	Autre transf. et conserv. de légumes	2751Z	Fabrication d'appareils électroménagers
1039B	Transformation et conservation de fruits	2752Z	Fab. appareils ménagers non électriques
1041A	Fabrication d'huiles et graisses brutes	2811Z	Fab. moteur & turb. sf pr avion & véhic.
1041B	Fab. d'huiles et graisses raffinées	2813Z	Fabric. d'autres pompes et compresseurs
1042Z	Fab. de margarine & graisses similaires	2814Z	Fabric. autres articles de robinetterie
1051B	Fabrication de beurre	2815Z	Fab. engrenage & organe méca. transmis.
1051C	Fabrication de fromage	2821Z	Fabrication de fours et brûleurs
1051D	Fabrication d'autres produits laitiers	2823Z	Fab. machine équipt bureau (sf ordinat.)
1052Z	Fabrication de glaces et sorbets	2824Z	Fab. outillage portatif à moteur incorp.
1061B	Autres activités du travail des grains	2829A	Fab. éqpt emballage condition. & pesage
1062Z	Fabrication de produits amylacés	2830Z	Fab. machines agricoles et forestières
1073Z	Fabrication de pâtes alimentaires	2841Z	Fab. de machines de formage des métaux
1081Z	Fabrication de sucre	2849Z	Fabrication d'autres machines-outils
1084Z	Fabric. de condiments et assaisonnements	2891Z	Fabric. de machines pour la métallurgie
1086Z	Fab. d'aliment homogénéisé & diététique	2892Z	Fab. machine pour extraction ou constr.
1091Z	Fabric. d'aliments pour animaux de ferme	2894Z	Fab. machine pour industries textiles
1092Z	Fab. aliments pour animaux de compagnie	2895Z	Fab. machine pr indus. papier & carton
1101Z	Prod. de boissons alcooliques distillées	2896Z	Fab. machine pr trav. du caoutch, plast.
1102A	Fabrication de vins effervescents	2899A	Fabrication de machines d'imprimerie
1102B	Vinification	2910Z	Construction de véhicules automobiles
1103Z	Fabrication de cidre & de vins de fruits	2931Z	Fab. équipt électriq. & électron. auto.
1104Z	Prod. aut. boisson fermentée non distil.	3011Z	Construct. navires & structure flottante
1106Z	Fabrication de malt	3012Z	Construction de bateaux de plaisance
1107A	Industrie des eaux de table	3020Z	Const. loco. & autre mat. ferro. roulant
1200Z	Fabrication de produits à base de tabac	3030Z	Construction aéronautique et spatiale
1310Z	Prépa. de fibres textiles et filature	3040Z	Constr. véhicules militaires de combat
1320Z	Tissage	3091Z	Fabrication de motocycles
1330Z	Ennoblement textile	3092Z	Fab. bicyclette & véhic. pour invalides
1391Z	Fabrication d'étoffes à mailles	3099Z	Fab. aut. équipement de transport n.c.a.
1393Z	Fabrication de tapis et moquettes	3103Z	Fabrication de matelas
1394Z	Fabric. de ficelles, cordes et filets	3109A	Fabric. sièges d'ameublement d'intérieur
1395Z	Fabric. de non-tissés, sauf habillement	3211Z	Frappe de monnaie
1396Z	Fab. autre textile techniq. & industriel	3250B	Fabrication de lunettes
1399Z	Fabrication d'autres textiles n.c.a.	3291Z	Fabrication d'articles de broserie
1411Z	Fabrication de vêtements en cuir	3315Z	Réparation et maintenance navale
1412Z	Fabrication de vêtements de travail	3316Z	Répar. & maint. aéronef & eng. spatiaux

1414Z	Fabrication de vêtements de dessous	3317Z	Répar. & maint. d'aut. équipt transport
1420Z	Fabrication d'articles en fourrure	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	
1431Z	Fabric. d'articles chaussants à mailles	3521Z	Production de combustibles gazeux
1439Z	Fabrication d'autres articles à mailles	Construction	
1511Z	Prépa. cuirs; prép. & teinture fourrures	4110B	Promotion immobilière de bureaux
1520Z	Fabrication de chaussures	4213B	Construction et entretien de tunnels
1621Z	Fabric. placage et panneaux de bois	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	
1622Z	Fabrication de parquets assemblés	4612A	Centrales d'achat de carburant
1711Z	Fabrication de pâte à papier	4617A	Centrales d'achat alimentaires
1712Z	Fabrication de papier et de carton	4624Z	Commerce de gros de cuirs et peaux
1721C	Fabrication d'emballages en papier	4632B	Comm. gros de produits à base de viande
1722Z	Fab. article papier sanit. ou domestique	4635Z	Comm. gros de produits à base de tabac
1723Z	Fabrication d'articles de papeterie	4638A	Com. gros aut. alim. yc poisson crustacé
1724Z	Fabrication de papiers peints	4664Z	Com. gros machine pr ind. text. & habil.
1811Z	Imprimerie de journaux	Transports et entreposage	
1820Z	Reproduction d'enregistrements	4939C	Téléphériques et remontées mécaniques
1910Z	Cokéfaction	5010Z	Transport maritime & côtier de passagers
1920Z	Raffinage du pétrole	5020Z	Transports maritimes et côtiers de fret
2012Z	Fabrication de colorants et de pigments	5040Z	Transports fluviaux de fret
2013A	Enrichissement & retrait. mat. nucléaire	5110Z	Transports aériens de passagers
2013B	Fab. aut. prod. chim. inorg. base n.c.a.	5121Z	Transports aériens de fret
2014Z	Fab. aut. prod. chimique org. de base	5122Z	Transports spatiaux
2015Z	Fabric. de produits azotés et d'engrais	5222Z	Sces auxiliaires des transports par eau
2016Z	Fabric. de matières plastiques de base	5223Z	Sces auxiliaires des transports aériens
2017Z	Fabrication de caoutchouc synthétique	5224A	Manutention portuaire
2020Z	Fab. pesticide & aut. prod. agrochimique	Information et communication	
2051Z	Fabrication de produits explosifs	5812Z	Édition répertoires & fichiers d'adresse
2052Z	Fabrication de colles	5821Z	Édition de jeux électroniques
2053Z	Fabrication d'huiles essentielles	5911C	Production de films pour le cinéma
2060Z	Fab. fibre artificielle ou synthétique	5912Z	Post-production film & prog. télévision
2211Z	Fabrication et rechapage de pneumatiques	5913A	Distribution de films cinématographiques
2311Z	Fabrication de verre plat	5913B	Edition et distribution vidéo
2313Z	Fabrication de verre creux	6020B	Edition de chaînes thématiques
2314Z	Fabrication de fibres de verre	6130Z	Télécommunications par satellite
2319Z	Fab. & façonnage aut. article en verre	Activités financières et d'assurance	
2320Z	Fabrication de produits réfractaires	6520Z	Réassurance
2331Z	Fabrication de carreaux en céramique	6530Z	Caisses de retraite
2332Z	Fab. produit construct. en terre cuite	6611Z	Administration de marchés financiers
2342Z	Fab. appareil sanitaire en céramique	6612Z	Courtage valeur mobilière & marchandise
2343Z	Fab. isolateur & pièce isolante céramiq.	Activités de services administratifs et de soutien	
2344Z	Fab. aut. prod. céram. à usage technique	7722Z	Location de vidéocassette & disque vidéo

2349Z Fabrication d'autres produits céramiques
2351Z Fabrication de ciment
2352Z Fabrication de chaux et plâtre
2362Z Fab. élément en plâtre pour la construc.
2364Z Fabrication de mortiers et bétons secs

7731Z Loc. & loc.-bail machine & éqpt agricole
7734Z Loc. & loc.-bail mat. transport par eau
7735Z Loc. & loc.-bail mat. transport aérien

Administration publique

8421Z Affaires étrangères

Enseignement

8541Z Enseignement post-secondaire non sup.

Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre

9810Z Act. ménage : prod. biens (usage propre)

9820Z Act. ménage : prod. serv. (usage propre)

Activités extra-territoriales

9900Z Act. organisations extraterritoriales

**RÉGION
BOURGOGNE
FRANÇHE
COMTÉ**



4, square Castan
CS 51857
25031 BESANÇON CEDEX

0970289000
www.bourgognefranche-comte.fr

